



Hebdomadaire du parti

TRIBUNE Socialiste

unifié

N° 99

28 AVRIL 1962

PRIX : 0,40 NF

ALGER 1958

(L. Herschtritt)



Page 2 : Le Socialisme et la guerre.
Page 3 : Exécuter Jouhaud.
Page 4 : Qu'est-ce que l'U.N.R. ?
Un règlement de comptes.

Page 5 : Editorial.
Evolution du régime.
Pages 6-7 : Du travail aux loisirs.
Page 8 : Industries en difficulté.

Page 9 : L'U.N.E.F. - C.G.T.
Page 10 : La bataille de diffusion.
Page 11 : Films et lectures.
Page 12 : La bataille du 1er Mai.

Vendredi 20

Huit cent mille hectares de la France seront mis à la disposition des agriculteurs luxembourgeois, belges, hollandais, italiens et ouest-allemands qui désirent exploiter les terres non-cultivées du Sud-Ouest, du Massif Central et de la Corse.

Problèmes :

- 1) Quelle est la part réservée aux rapatriés d'Algérie ?
- 2) Quel sera le statut des nouveaux exploitants : futurs nationaux ou bien citoyens européens ?

EST-OUEST : Suivez attentivement l'évolution des conversations de M. Rusk (U.S.A.) et de M. Gromyko (U.R.S.S.) à Genève, capitale du désarmement, à propos de Berlin, capitale du réarmement.

Remarquez le déplacement d'une partie importante du gouvernement de Bonn (Allemagne de l'Ouest) jusqu'à la Maison-Blanche (U.S.A.).

Libérez les Brochier et Claudio Duhamel !

TEL est le mot d'ordre qui commence à se répandre à Lyon, notamment sur les murs. En effet, à l'initiative de 18 organisations (dont P.S.U., C.F.T.C., A.G., S.G.E.N., F.E.N., A.S.F., Ligue des Droits de l'Homme, Cercle Tocqueville, etc.), une action est actuellement entreprise à Lyon afin d'obtenir la libération de Jean et Nicole Brochier, de Claudio Duhamel (tous trois condamnés à 10 ans de prison pour leur soutien actif à la libération algérienne), celle des autres Lyonnais et de tous les anticolonialistes français encore emprisonnés et souvent non jugés.

Au cours d'une conférence de Presse, la F.E.N., la C.F.T.C., l'A.G. et le P.S.U. ont expliqué le but de cette action qui a débuté par une distribution massive de tracts et des inscriptions murales. Le représentant de notre parti déclara notamment : « Les meilleurs de nos camarades sont en prison, certains sont des militants et cadres de notre parti qui ne voulaient plus se contenter de motions et de discussions. Nous ne demandons pas une mesure de grâce, mais une décision logique qui permette à nos camarades de recouvrer leurs droits d'hommes libres. »

Signalons que le P.C.F. (et même la C.G.T.) ont refusé de s'associer à ce mouvement, l'appel lancé par les « 18 » constituant, selon eux, « une approbation plus ou moins directe de l'action des réseaux de soutien au F.L.N. ».

La question de la coexistence pacifique est à l'heure actuelle une des plus discutées dans le mouvement socialiste international. Mise à l'ordre du jour par le XX^e Congrès du P.C.U.S. elle a, depuis, alimenté de nombreuses polémiques entre Soviétiques et Albanais, Soviétiques et Chinois, Chinois et Yougoslaves, révélant des divergences sérieuses entre les pays qui se réclament du socialisme. A ce titre, la discussion actuelle est déjà d'une grande importance, mais en fait, ce qui la rend décisive, c'est qu'elle tourne autour de la conception que l'on doit se faire de la marche du socialisme dans le monde entier.

Le livre d'E. Kardelj, publié il y a près de deux ans en Yougoslavie, est encore aujourd'hui d'une très grande actualité à cet égard. Malgré son caractère polémique — réfutation détaillée des arguments chinois — l'ouvrage développe des idées qui constituent une sorte de théorie originale de l'action du mouvement socialiste international.

Pour éviter les guerres

Le point de départ de l'auteur est naturellement le problème de l'inévitabilité des guerres, puisque c'est à partir de ce problème que les Soviétiques ont commencé à poser celui de la coexistence pacifique. Comme les Soviétiques d'ailleurs. E. Kardelj pense que les changements dans les rapports de force entre pays capitalistes et pays non capitalistes au profit de ces derniers donnent au mouvement socialiste des possibilités nouvelles pour empêcher les guerres qui, à notre époque, pourraient facilement aboutir à une destruction de l'humanité. Il écrit :

« Pour que la guerre cesse d'être une fatalité historique, point n'est besoin que le monde entier soit socialiste. Il suffit que les forces matérielles, morales et politiques du socialisme et de la paix soient assez puissantes pour pouvoir empêcher que les antagonismes impérialistes et les autres contradictions internationales soient tranchées par une guerre mondiale. Cette situation accélérera la solution de ces contradictions par des moyens et des formes internes de combat politique et économique dans chaque pays. »

Cette citation montre cependant qu'E. Kardelj voit le problème du rapport de forces d'une façon assez différente des Soviétiques qui l'envisagent surtout sous l'angle du rapport entre les deux grands blocs politico-militaires. Pour Kardelj, à l'évidence, ce qui importe, ce n'est pas seulement le rapport quantitatif sur le plan de l'armement et de l'économie entre l'Est et l'Ouest — bien qu'il ne soit pas négligeable — c'est aussi le rapport politique global existant entre les

forces socialistes — quelle que soit leur localisation — et les forces réactionnaires. De ce point de vue, le degré de popularité des régimes communistes, leur solidité et leurs perspectives d'avenir font partie du rapport de force au même titre que le développement ou l'étiollement des forces de contestation du régime capitaliste dans les pays occidentaux et dans certains pays du Tiers-Monde.

Coexistence entre peuples

Aussi la lutte pour la paix n'apparaît-elle plus en ce sens comme une lutte purement défensive mais bien comme une lutte offensive dans le but de paralyser les forces réactionnaires (de l'Est et de l'Ouest), c'est-à-dire apparait comme une lutte contre le « statu quo » politique et social à l'échelle mondiale. Et Kardelj est hostile à la politique des blocs militaires qui se paralySENT réciproquement dans la mesure où elle lui semble un élément de préservation du « statu quo » social. Selon lui, la coexistence doit être une coexistence entre peuples, entre pays et non pour l'essentiel la coexistence hostile de deux systèmes : chaque pays doit avoir la possibilité de choisir son système économique et social sans avoir à craindre l'intervention de ses voisins ou des grandes puissances sociales. D'où d'ailleurs le terme de « coexistence active » employé par les Yougoslaves pour définir leur position. La coexistence reste dans un contexte de luttes et d'affrontements.

On peut naturellement objecter — et on n'a pas manqué de le faire — que la position optimiste des Yougoslaves passe peut-être trop facilement au-dessus de certaines réalités de l'heure présente, gravité des conflits entre les deux blocs et solidarité internationale des milieux capitalistes, en théorisant trop rapidement sur la position exceptionnelle de la Yougoslavie dans la politique internationale. Il est en effet indéniable que certains aspects opportunistes et pragmatistes de la politique extérieure yougoslave peuvent prêter le flanc à critiques, mais il est non moins indéniable que la Yougoslavie, malgré ses faibles forces est restée à la pointe du combat anti-colonialiste et anti-impérialiste, en intégrant celui-ci dans une perspective de lutte pour le socialisme. Aussi bien ne faut-il pas voir dans l'optimisme yougoslave une façon de se voiler la face devant les problèmes présents, mais une certaine façon de présenter une perspective stratégique basée sur l'idée que sous des formes très diverses, les forces socialistes ont la possibilité de s'imposer et viendront bouleverser les rapports entre les deux blocs existant à l'heure actuelle.

En fait, E. Kardelj n'est pas loin de penser que dans une période relativement rapprochée, les capacités de réaction des puissances impérialistes seront à un tel point amoindries qu'elles devront accepter bon gré mal

gré le rétrécissement de leur sphère de domination. A une condition, cependant : c'est que les forces se réclamant du socialisme pratiquent une politique pacifique pour éviter de rejeter les classes populaires de certains pays du côté de leurs exploitateurs. C'est qu'en effet, à l'époque des armes nucléaires, une politique d'expansion de la Révolution par les armes risquerait de semer le doute sur la justice de la cause socialiste et semerait le désarroi dans les organisations progressistes. « La guerre n'est pas forcément juste parce qu'elle est menée par un pays socialiste », écrit E. Kardelj. Par conséquent, la lutte pour le socialisme exclut à l'échelle internationale des interventions armées venant d'un groupe de pays pour imposer à un autre pays un nouveau système social, elle doit partir de la réalité des rapports de classe et de l'intensité de la lutte des classes. Et Kardelj la définit ainsi :

« Le processus de la révolution sociale mondiale ne se déroule pas comme une guerre de positions, mais comme un processus social organique dans lequel les révoltes et les guerres révolutionnaires et anti-colonialistes vont de pair avec la lutte politique paisible et la conquête graduelle de positions politiques par les forces socialistes et progressistes ainsi qu'avec l'évolution matérielle de l'infrastructure de la société. Cette voie exige nécessairement la diversité des formes politiques au moment du passage du capitalisme au socialisme ».

Autonomie et internationalisme

On est donc en droit de conclure que pour E. Kardelj, il est capital de trouver les voies adéquates vers le socialisme pour lutter pour la paix puisque les deux combats sont indissociables. L'autonomie des partis socialistes et ouvriers — quelle que soit leur origine — prend ainsi une importance capitale car c'est seulement sur la base de cette autonomie, en dehors de tout dogmatisme, que les partis peuvent élaborer leur stratégie révolutionnaire à partir de la réalité qu'ils doivent affronter. Cette autonomie a certes ses limites dans l'interdépendance des processus révolutionnaires, mais elle est une condition préalable à un véritable internationalisme. C'est pourquoi le livre d'E. Kardelj est une invite à l'élaboration théorique et un plaidoyer passionné contre ce qu'il appelle « le monopole du droit à déterminer la vérité ». Ne serait-ce qu'à ce titre, il susciterait l'intérêt. Mais les thèmes traités sont aussi très près de nos préoccupations. A côté du programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, il représente un instrument de travail et de réflexion indispensable même si l'on peut faire des réserves de détail (en particulier l'exposition des idées de Trotsky).

Pierre Gauthier.
(Julliard, éditeur.)

Guy Besse et les potiches

Le Parti communiste aime à se présenter comme unitaire pour deux... Il sait aussi être diviseur pour trois. Certes, le droit à la polémique doit être en tout cas protégé, encore faut-il un minimum de bonne foi et d'honnêteté intellectuelle.

Toutes qualités qui manquent à l'article commis par Guy Besse dans le dernier « France nouvelle » à propos du F.A.C.

On sait déjà que le 11 février dernier, rompt tous les accords passés en commission, Guy Besse s'était livré à une manœuvre aussi grossière, que déplaisante, en séance plénière, lors de la constitution du Front d'Action et de Coordination.

Aujourd'hui, il récidive. Avec la même mauvaise foi et une agressivité qui en dit long sur les intentions réelles des envoyés de la direction du P.C. au sein de l'organisation.

Car Guy Besse ne trompera personne avec ses arguments.

Partant en guerre contre la direction du F.A.C., Besse tend à démontrer qu'elle est engagée sur une mauvaise voie. La pauvre essaie de remplir son mandat, c'est-à-dire de coordonner les activités existantes, mieux, de les impulser et de les accroître : ambition démesurée et irréaliste, dit notre pourfendeur. Pire : peu démocratique.

Dans sa défense farouche du Comité de base et de sa souveraineté, rien ne l'arrête. On a été jusqu'à prévoir, de Paris, des réunions en province destinées à populariser le mouvement : « Paris n'a pas d'instructions à donner à la province », écrit Guy Besse.

Essayant de généraliser les expériences, la direction du F.A.C. entend centraliser les informations et favoriser la diffusion des plus intéressantes d'entre elles. Horreur ! crie notre maître ès marxisme : « La complexité des tâches qui incombent aux comités antifascistes est telle qu'il nous paraît irréaliste et singulièrement dangereux de prétendre centraliser leur activité. » Remarque dont la cocasserie dépasse effectivement tout ce que nous avions lu jusqu'ici.

On se demande, à lire Guy Besse, quel rôle les Communistes assignent au F.A.C. puisque, après avoir enfermé les intellectuels entre eux le jour de sa constitution, ils entendent aujourd'hui lui enlever tout pouvoir de centralisation et le réduire à la simple région parisienne.

C'est ici que l'intention réelle de l'auteur apparaît : Guy Besse semble craindre que l'exemple parisien devienne contagieux. Effectivement, l'unité s'y est faite. Mais hors du monopole du P.C. Guy Besse voudrait

faire oublier qu'il n'est venu à la constitution du F.A.C. que contraint et forcé. Les articles qu'il a écrits dans les jours qui précèdent la constitution et leur évolution l'ont amplement démontré. Depuis, il semble acharné à saboter le travail de l'intérieur. Nous ne le laisserons pas faire.

Le Parti communiste adore les intellectuels. Mais sous une forme et une seule : comme potiches.

Quand ceux-ci acceptent ce rôle, il n'y a pas assez de colonnes dans la presse communiste pour en célébrer les mérites, la représentativité et la lumineuse intelligence... L'histoire est connue de ces intellectuels compétents qui chantèrent à qui mieux le génie de Lyssenko, les cinquante ans de Maurice, la dépravation de Tito. J'en passe, et des meilleures.

Parfois, il est vrai, la potiche se casse. Rien alors n'est plus insupportable que la rupture de l'harmonie qui en découle. Comme dans « Ubu », on la met à la trappe. Le silence s'abat, on parle de trahison, d'influences petites-bourgeoises. Puis plus rien. Et on installe très vite une autre potiche. L'équilibre décoratif est pré-servé.

Le malheur est qu'il existe une autre catégorie d'intellectuels qui se

sont bien vivante et peu douée pour ce rôle de potiche. Elle ne prétend pas imposer ses mots d'ordre à la classe ouvrière, comme le dit sottement Guy Besse, mais elle entend en discuter. Elle accorde aux communistes la représentativité qui leur est due mais elle sait que le P.C. n'est pas le seul représentant de la classe ouvrière. Besse lui propose : rejoignez les rangs du P.C. si vous voulez être avec la classe ouvrière, ou alors contentez-vous de vous réunir entre vous et ne parlons pas.

Le P.C. voudrait faire oublier dans d'ultimes manœuvres les atermoiements et l'indécision dont il a fait d'Algérie. Il sait le tort considérable qu'il s'est fait dans les milieux intellectuels. Il craint que l'expérience de sociaux. Alors, il sort toute la vieille panoplie d'arguments qu'on croyait à jamais oubliés, telle la ridicule opposition entre l'action large et l'action efficace que Guy Besse cherche à

Personne n'est dupé. Aussi, je ne vois qu'un conseil à donner à Guy Besse. Faute d'esprit critique, faire preuve au moins de modestie.

Christian Guerche.

EXÉCUTER JOUHAUD !

POUR obtenir la grâce de Jouhaud, une campagne d'une rare ampleur se dessine. L'armée, des magistrats, de hautes instances religieuses, les quatre cinquièmes de la presse, des hommes politiques, des groupements et associations divers lancent des appels à la clémence. MM. Beauv-Méry et Jules Roy n'hésitent pas à suggérer au président de l'Exécutif provisoire, M. A. Farès, de solliciter lui aussi la grâce de l'organisateur des rafiotages ! Le succès des démarches paraît assuré puisque *Le Figaro* du 21 avril peut écrire : « La commutation de peine... semble, en effet, acquise. »

Une telle unanimité peut surprendre. Elle est en définitive dans la logique des choses. Jouhaud est devenu un symbole. Son existence est nécessaire pour mettre en œuvre le vaste dessin politique qui se cache à peine sous les arguments humanitaires. Ceux-ci ne sont qu'un prétexte utilisé avec une mauvaise foi évidente par des gens qui n'osent pas (encore) exposer les raisons profondes de leur démarche. C'est ainsi que l'on voit un Pierre Brisson assurer bénitement qu'il est, par principe contre la peine de mort !

L'arrestation de Salan a encore renforcé le choc des chantres de la clémence. Amplifiant leurs voix, ces messieurs expliquent presque en clair où ils entendent mener l'opinion. M. Bony, dans *L'Aurore* du 21 avril, trouve déjà des circonstances atténuantes : « On inscrira en regard (de l'acte d'accusation, N.D.L.R.) que l'objectif de Salan était de maintenir l'Algérie dans la France et que sa conviction, partagée par l'immense majorité de nos compatriotes de là-bas, était que ce maintien demeurait possible. » Et le même poursuit : « Quant à nous, nous voulons nous attacher, nous cramponner, passionnément, désespérément à cette idée que la seule issue est dans la réconciliation... L'heure n'est-elle pas proche... où... les haines s'effaceront. C'est vers la réconciliation plus que jamais que... tous nos efforts doivent tendre. Il n'est pas d'autre ligne. »

Voilà qui explique les appels antérieurs : « N'est-il pas temps d'essayer d'apaiser ? » (P.-R. Wolf) ; « Hâter la fin de cette lutte fratricide et l'heure de l'indispensable réconciliation nationale afin que nous tous Français... soyons en mesure de faire face, ensemble, aux redoutables problèmes de demain » (R. Bony) ; « Chacun à bout de haine fratricide aspire à la clémence » (P. Brisson).

L'objectif est là, tout proche. L'action de l'O.A.S. n'est qu'une « lutte fratricide », son existence, un « saut national ». Il ne faut pas rejeter de la nation ceux qui ont tout fait pour lui garder une de ses plus belles provinces. La France ayant besoin de tous ses fils pour résoudre les « redoutables problèmes de demain », il faut se réconcilier ! Car Jouhaud gracié, il ne sera plus possible de condamner les tueurs de l'O.A.S. C'est faire à l'opinion le coup du crime pa-

triotique pour lui faire admettre, par contagion, une grâce générale puis une amnistie totale.

Tous ces « bons » Français ainsi récupérés deviendraient alors disponibles.

Disponibles, par exemple, pour entreprendre avec la bénédiction de l'Elysée, la grande campagne dont les gens de *L'Aurore* et du *Figaro* rêvent

Né tombois pas dans le piège.

Pied-noir, Edmond Jouhaud est le représentant type de ces hommes qui, sous la III^e comme sous la IV^e République, ont constitué le groupe de pression le plus efficace, le mieux organisé. Imposant leurs directives aux gouvernements successifs, opposant à toute évolution, participant à toutes les entreprises factieuses, leurs intérêts, leurs objectifs ont toujours été en opposition avec ceux de

haud serait pour eux la signification que leur rôle est désormais terminé et que le passé qu'ils représentent est révolu à jamais.

Officier de carrière, Edmond Jouhaud est l'illustration de cette armée de métier aussi bornée qu'inutile, aussi ambitieuse qu'aristote. Devenue une des poutres maîtresses de la société, elle a constitué au cours des ans un Etat dans l'Etat sans cesse plus envahissant, plus exigeant. La critiquer, vouloir la réformer, la combattre, est devenu un crime de lèse-majesté. On l'a vu au moment de l'affaire Dreyfus. On l'a vu en 1944. Les guerres d'Indochine et d'Algérie l'ont confirmé. Un général peut trahir et comploter, la nation se doit de le laisser mourir de vieillesse : telle est la « tradition républicaine ». Il n'est pas inutile de rappeler que le dernier général exécuté fut en 1822 à Poitiers. Le général Berton monta à l'échafaud en criant : « Vive la République ! » : être républicain était son plus grand crime ! Exécuter Jouhaud, ce serait donner un coup d'arrêt aux menées de ces « meneurs ambitieux ». C'est signifier à l'armée que son rôle politique est terminé.

Avec d'autres chefs militaires et civils, Edmond Jouhaud porte la lourde responsabilité de la mise en œuvre des méthodes de la guerre subversive. Il est l'un des responsables des bombardements des populations civiles, des regroupements, des camps, des tortures. Son exécution sera la première sanction des crimes jusqu'alors demeurés impunis. Ce serait l'affirmation qu'il n'y a pas deux conceptions de la justice : celle de Nuremberg et celle d'Alger.

Chef d'une organisation subversive, Edmond Jouhaud a, par ses actes, par ses commandements, par ce qu'il a couvert, authentifié le véritable caractère de son mouvement, junte militaire héritière des pires traditions du nazisme : racisme, exécutions sommaires, terreur, banditisme furent ses armes favorites. Exécuter Jouhaud, ce serait donc simplement se défendre. Ce serait aussi décapiter un courant devenu puissant en raison de l'impunité dont il a bénéficié depuis dix ans.

Mais il faut être clair. L'exécution de Jouhaud n'a de sens que si demain l'esprit de rénovation l'emporte définitivement sur l'esprit « cuisinier » qui a dominé la vie politique française depuis quinze ans. Cela signifie qu'il faudra impitoyablement éliminer de la vie publique tous ceux qui ont contribué à l'éclosion de l'O.A.S. et du régime actuel. Cela signifie que l'on ne pourra accepter, sous aucun prétexte, — même d'efficacité électorale — de redorer le blasé de ceux qui ont préparé le lit du prince.

Si les mêmes erreurs se reproduisaient, la junte militaire retrouverait vite un nouveau chef. Elle aurait de plus un martyr.

Louis Houdeville.



5 JUIN 1958

SALAN, LE PRINCE, JOUHAUD (à gauche).

« Un général peut trahir et comploter... »

depuis vingt ans et dont la défaite nazie les a frustrés ; extirper le virus révolutionnaire de ce pays, c'est-à-dire démanteler les forces ouvrières et démocratiques, instaurer cet « Etat national » pour lequel les promoteurs du 13 mai ont renversé une République.

la majorité de la nation. Ils forment ce commando de tueurs chargé d'assassiner Zola, cet « ennemi de l'armée ». Ils accueillent avec joie la « divine surprise » en juin 1940 : la défaite et Pétain. Ils imposeront une guerre de sept ans et étrangleront une République. L'exécution de Jou-

...au jour le jour !

Et voyez quelles chances, la demande en communication de secrets atomiques de la part de la France auprès des U.S.A., avait d'être accueillie.

Au moment précis où les neutres tentent une ultime démarche auprès de M. Kennedy pour obtenir de lui qu'il ne reprenne pas ses expériences, de Gaulle demande aux U.S.A. le moyen d'entreprendre des expériences à l'échelle réduite.

Il est probable que la reprise des expériences est une façon de faire avancer les divers alinéas du projet de désarmement.

L'expérience atomique devient ainsi la menace d'un progrès substantiel vers la destruction universelle depuis le dernier alinéa examiné avant la reprise des expériences jusqu'au premier examiné à la reprise des pourparlers.

Seulement, la menace d'un cataclysme ayant grandi, les modalités du désarmement ne seront

plus les mêmes : la menace grandit justement du fait que les modalités prévues avant la reprise des expériences sont déjouées à la reprise des pourparlers : les armes sont devenues secrètes, impénétrables, indiscernables.

Cette viscosité constante du rapport des forces Est-Ouest — reflétée aussitôt par la reprise des négociations sur le désarmement à la demande de celle des deux parties qui se juge devenue la plus forte — ne concerne pas la France, immuable, grande, éternelle.

De Gaulle, par conséquent, demande à M. Kennedy comment il doit faire pour regarder flotter, dans le bassin de Saint-Nazaire, un sous-marin atomique avec un petit drapeau français en poupe. Grandeur nature.

Un grand ensemble : « Résidence Elysée », est en cours de

réalisation à la Celle-Saint-Cloud, près de Paris.

Il a reçu la visite de M. Jean Cocteau et de M. Salvador Dalí, qui sont appelés à l'agrémenter.

M. Dalí a bâisé le nez de M. Cocteau par deux fois.

La crise du logement est, enfin, résolue.

L'Argentine est régie par une Constitution de type fédéral. Le 18 mars, ont été élus au gouvernement d'un grand nombre des Etats de la Fédération, des partisans péronistes, opposés à l'oligarchie réactionnaire, aujourd'hui représentée au pouvoir par le président Guido.

La mise en place des nouveaux élus doit s'effectuer le 1^{er} mai.

Pour empêcher cette mise en place, l'armée a pris le pouvoir.

La situation évoluera dans les jours qui viennent.

Reste à savoir si le peuple argentin acceptera que soit violée ainsi ouvertement sa Constitution par l'armée réactionnaire. Le regain de popularité de Péron s'exprimera-t-il par des actes de résistance de la part de ses partisans ?

Le 1^{er} mai retrouverait, ainsi, par un biais du calendrier, sa signification vraie.

Lecteurs et lectrices du « Figaro » ont la parole. Ils parlent tous en même temps pour être sûrs d'avoir raison.

QUESTION : Jouhaud doit-il être exécuté ?

Les messieurs scrupuleux : « Que pouvons-nous faire ? » « Qui peut affirmer ? » « A qui la faute ? »

Les demoiselles recueillies : « Je prie avec des milliers de chrétiens. Je fais des vœux et des prières. »

Le monsieur dominateur : « Egare par le désespoir, il n'a pas agi par ambition. »

La Piéta : « Depuis vendredi, je suis déchirée. Je ne dors plus, je pleure. »

Le monsieur fin politique : « Ne faisons pas un martyr. Evidemment un défi. »

Le monsieur naïf : « Oui, mais en échange, que cessent les meurtres de Musulmans. »

Le monsieur qui part en vacances : « Moi, il me semble qu'il faut faire davantage et qu'il est nécessaire que vous suscitez beaucoup de semblables recours. Ce serait, en somme, un référendum spontané. »

Bernard Cornille.

QU'EST-CE QUE L'U.N.R. ?

NOUS avons, la semaine dernière, envisagé l'U.N.R. de l'extérieur. Nous allons maintenant nous attacher à voir les choses de l'intérieur et à donner quelques exemples concrets qui permettront de mieux suivre

Les dirigeants

L'un des leitmotive des hommes qui fondèrent l'U.N.R. était la création d'une République « pure et dure » par opposition aux « républiques des copains » qui l'avaient précédée. Or, l'étroite liaison de la V^e République avec le grand capital n'est contestée par personne — et, de ce point de vue, la nomination de M. Pompidou, directeur de la Banque Rothschild, à la tête du gouvernement ne fait que concrétiser un état de fait ancien et permanent.

Rappelons les collusions révélées par certaines affaires comme celle du C.N.L. (et M. Joël Le Tac n'était pas la seule personnalité U.N.R. à avoir été en liaison avec Pouillon). Des centaines de millions (800, selon *Le Canard enchaîné*) ont été nécessaires pour financer un quotidien comme *La Nation* ou le *Centre d'Informations Civiques* de M. Barbé. Ce ne sont là, en somme, que « péripeties ». Plus intéressante, plus fructueuse aussi, se révèle l'investigation aux sources mêmes du pouvoir.

— Rappelons que M. Pierre de Gaulle (frère du général) fut directeur de la Banque de l'Union Parisienne, administrateur de la Société Générale de Courtage et d'Assurances, de la Société Immobilière et Financière Africaine, de Multiplex, membre de la Chambre de commerce France-Israël.

— Notons que M. Debré, allié par sa belle-mère (née de La Panoise) aux de Wendel, prit une part personnelle dans diverses entreprises financières (dont la Compagnie Industrielle pour l'Afrique Centrale, société dans laquelle il occupa un poste d'administrateur).

— Extrayons du *curriculum vitae* de M. Pompidou (qui n'appartient pas à l'U.N.R., mais peut lui être assimilé) qu'outre son titre de directeur général de la Banque Rothschild, il cumule ceux de président ou d'administrateur de Penarroya, de Francarep, de l'Ouest Africain, de la Société d'Investissements du Nord, des sociétés de Chemin de fer du Nord et de Paris-Orléans.

— Disons que M. Couve de Murville, descendant d'une vieille famille de banquiers marseillais, est cousin de M. Baumgartner, qu'il est un allié par sa femme (née Schweisguth) aux grandes banques protestantes (Mirabaud, B.U.P.).

Les perspectives

Nous ne saurions mieux faire que de citer ces quelques lignes de l'éditorial paru dans le *Nouveau Candide* du 1^{er} mars :

« En droit, le Président de la République a été élu pour sept ans. En fait, il est élu à vie. Le problème de sa succession est, de son vivant, extrêmement difficile à résoudre pour la raison principale qu'il ne se pose pas.

« La V^e République était un peu, à certains égards, une sorte d'organisme de liquidation des différents passifs de la IV^e. La VI^e République qui naîtra de la réforme constitutionnelle à laquelle de Gaulle a fait, ces temps derniers, de fréquentes allusions et qui accentuera encore le caractère présidentiel du régime, sera la République de la construction européenne. »

Si nous approchons ces lignes du « Il pèsera lourd, votre oui », force nous est de reconnaître que nous aurons été loyalement prévenus.

En 1960, Maurice Duverger écrivait dans son ouvrage « Institutions politiques » :

« En fait, il s'agit (en parlant

les événements politiques et de mieux comprendre certaines décisions économiques auxquelles la presse quotidienne donne une large publicité sans en dévoiler les dessous.

— N'oublions pas que l'ancien secrétaire général de l'U.N.R., économiste officiel de ce parti et l'un des chefs de file de sa tendance « sociale », M. Albin Chalandon, marié à la princesse Murat (arrière-petite-fille du banquier Stern, petite-fille du marquis de Chassejou-Laubat et sœur de la comtesse Antoine de Boissieu (cousine du gendre du général de Gaulle), représente les intérêts de M. Bloch-Dassault — grand pourvoyeur de l'aviation militaire française et l'un des principaux intéressés par la constitution d'une force de frappe atomique — aux conseils d'administration de la Banque Commerciale de Paris, des Sucreries d'Outre-Mer, de Francarep, de la Société de Recouvrement et de Gestions, de Cidéo et du Bon Marché (où il retrouve M. André Devavrin, alias « Colonel Passy »), qui dirigeait à Londres les services de renseignements du général de Gaulle.

Toujours pour le compte de M. Bloch-Dassault, M. Chalandon est également le président d'InnoFrance, ce supermarché qui vient d'être inauguré et dont la grande presse a, unanimement, vanté les merveilles (notons qu'il eut pu avoir pour collègue de conseil d'administration M. Pompidou puisque la Banque Rothschild est également de l'opération). La liste pourrait être longue encore : elle serait fertile en rapprochements éclatants, de M. Missoffe, du trust Unilever et secrétaire d'Etat au Commerce intérieur, à M. Terrenoire, homme de confiance de M. Bleustein-Blanchet (Publicis) et ministre de l'Information ; de M. Michel Bokanowsky, lié au trust Philips (électronique) et ministre des P. et T., à M. Marcenet, haut employé chez Simca et spécialiste au sein de l'U.N.R. des questions « ouvrières »...

Nous pensons toutefois en avoir assez dit pour que devant telle « solution nouvelle », telle « proposition » pour remédier aux problèmes de distribution, de l'aménagement du territoire, du Commerce extérieur, etc., déposée par un député U.N.R., devant telle homélie d'un « gaulliste de gauche » (M. Rothschild se proclame « gaulliste de gauche ») concernant « le programme social » du nouveau régime, chaque militant de notre parti se demande « à qui cela rapporte-t-il ? ».

de l'U.N.R.) d'un parti composite qui peut évoluer dans trois directions différentes :

« 1) Vers une organisation de droite parlementaire qui adapte aux nécessités du XX^e siècle les thèmes du conservatisme français...

« 2) Vers un parti radical modernisé...

« 3) Vers un mouvement autoritaire et fasciste qui serve de parti unique à une dictature... »

Deux ans après, l'option n'est pas plus claire et les hésitations du parti-pilote du système semblent plus grandes que jamais.

Heureusement, il reste une quatrième solution, possible par le jeu même des forces qui composent l'U.N.R., probable si le P.S.U. et la gauche nouvelle développent leur action : l'éclatement de l'U.N.R. (comme du R.P.F., naguère) et le retour au néant de députés et d'hommes politiques qui n'auraient jamais dû en sortir.

UN RÉGLEMENT DE COMPTES

LE livre que vient de publier Jacques Soustelle, « L'espérance trahie » (1), est à la fois un plaidoyer et un réquisitoire.

Le plaidoyer nous intéresse peu. Jacques Soustelle s'attache, on s'en doute, à la défense de la thèse de l'intégration et de l'Algérie Française. Tout son raisonnement repose sur deux postulats :

1) Les mouvements de « fraternisation », des journées de mai 1958 exprimaient un choix spontané et sincère des masses algériennes pour l'intégration,

2) l'Algérie est une province française : la comparaison avec la Bretagne, la Bourgogne ou l'Aquitaine revient constamment sous sa plume, comme un argument jugé décisif par l'auteur. On a du mal à comprendre qu'un tel homme, de grande intelligence et de vaste culture, puisse ignorer aussi délibérément les réalités humaines, économiques, historiques, qui font justement que l'Algérie, quel qu'ait été jusqu'ici son statut, n'est pas la Bretagne, la Bourgogne, l'Aquitaine.

Le plaidoyer personnel nous touche aussi peu. Chassé du gouvernement après le putsch des Barricades de janvier 1960, exclu de l'U.N.R., abandonné par ses anciens complices du 13 mai et renié brutalement par le principal bénéficiaire du complot, Jacques Soustelle veut aujourd'hui faire figure de victime et d'opprimé. On doit convenir au moins qu'il a montré plus de caractère qu'un Debré, un Chaban-Delmas, un Pompidou, et tout le troupeau des inconditionnels et des opportunistes du gaullisme. Après tout, il est resté fidèle à lui-même.

Pourquoi cependant ne réussit-il pas à nous inspirer quelque sympathie ? C'est que nous avons trop souvent l'impression, en lisant son livre, de sentir une contradiction. Se posant aujourd'hui en victime de l'oppression et se plaignant des brimades du pouvoir, il exprime en même temps à plusieurs reprises le regret que de Gaulle n'ait pas pris des mesures pour réduire au silence ce qu'il appelle « la presse de trahison », c'est-à-dire, bien entendu, celle qui a dénoncé les tortures, les abus du pouvoir des militaires et des polices, combattu pour la négociation avec le F.L.N. et l'indépendance de l'Algérie. Soustelle nous donne l'impression qu'il ne découvre la valeur de la liberté d'expression que le jour où il est écarté du pouvoir.

Laissons donc le plaidoyer. Le réquisitoire offre pour nous plus d'intérêt. Oublant la personnalité de celui qui le prononce, nous y trouvons un certain nombre d'informations sur le régime que nous combattons, pour d'autres raisons et avec d'autres dessins que ceux de Soustelle, évidemment.

« Faites

le nécessaire

On retiendra d'abord un témoignage sur la période du 13 mai au 1^{er} juin 1958, c'est-à-dire sur la conquête du pouvoir par de Gaulle. Citons par exemple un épisode qui a son importance :

« L'état-major Salan avait

préparé une opération dite « résurrection », qui supposait l'intervention de parachutistes sur la région parisienne. Jouhaud fournit les avions, Massu prendrait la tête de la première vague de paras, Salan et moi atterrissions aussitôt après lui...

Dans la nuit du 27 au 28 mai, le général Dulac... partait pour Paris afin d'y rencontrer le général de Gaulle ; arrivé à Villacoublay, il eut la déception d'apprendre que de Gaulle était reparti pour Colombey... Dulac y partit, déjeuna avec de Gaulle et regagna Alger dans l'après-midi du 28. Vers sept heures du soir, Salan m'appela au téléphone et me demanda de me rendre aussitôt à son état-major. Quand j'arrivai, le général Dulac était là ainsi que Jouhaud, Allard et Massu ; Salan présidait... Dulac nous fit le récit de son voyage, puis rapporta la conversation qu'il avait eue avec de Gaulle.

« Très sombre, retombé, semble-t-il, au pessimisme des derniers mois, celui-ci avait commencé en disant : « Ils ne veulent pas de de Gaulle ! » (Ils, c'étaient les partis, les

politiciens...) « Alors, ajoutait-il, VOUS FAITES LE NÉCESSAIRE ! Je vois encore le lâge sourire, assez inaccoutumé, qui s'épanouit sur le visage de Salan. Un doute pesant était levé : de Gaulle donnait le feu vert. Le reste de la conversation avait eu surtout un caractère technique. Le général de Gaulle voulait savoir de quels moyens disposait l'armée d'Algérie, comment l'opération devait se dérouler. IL RELEVA NOTAMMENT LA FAIBLESSE DES MOYENS PRÉVUS. Quand Dulac le quitta, ce fut avec la certitude que de Gaulle approuvait l'opération « résurrection » et tenait à ce qu'elle eût lieu le plus tôt possible ».

On confrontera ce récit avec les images d'Epinal de la version officielle des événements : de Gaulle, sorti de Cincinnatus retiré dans ses terres, étranger à tout complot, se contentant d'attendre dans une hautaine solitude que la nation l'implore de venir jouer le rôle d'arbitre et d'éviter la guerre civile. Cette guerre civile, en réalité, il en entretenait lui-même la menace pour exercer son chantage sur les débiles chefs des partis, auxquels il disait dans le même temps : « Hâtez-vous de m'appeler et d'en passer par mes conditions sinon je ne réponds de rien, je ne parviendrai pas à calmer les gens d'Alger. » C'est le langage que docilement Mollet vint répéter devant le groupe socialiste. De Gaulle était en réalité le chef des conspirateurs.

Cet art du double jeu, où il est incontestablement passé maître, allait être pratiqué constamment dans la conduite de la politique algérienne. C'est un autre élément d'intérêt du livre de Soustelle : il nous rappelle, avec de nombreux textes à l'appui, toutes les variations et toutes les duplicités de de Gaulle dans cette affaire.

D'anciens complices

Et il vaut la peine aussi, puisque, enfin, après tant de détours et de tergiversations, l'accord avec le G.P.R.A. vient d'être signé, au moment où l'on célèbre de Gaulle le pacificateur, il vaut la peine de citer un autre témoignage de Soustelle sur 1958 :

« Quand Pierre Pflimlin fut désigné, on savait d'emblée que son gouvernement ne comprendrait aucun des défenseurs de l'Algérie, qu'ils fussent de gauche, de droite ou même du M.R.P. (Allusion à l'élimination de Lacoste, de Bidault, de Duchet)... Du reste, les déclarations du nouveau désigné n'étaient que trop claires. Refusant de se laisser « enfermer dans le dilemme : « raidissement ou abandon », il préconisait une « troisième politique, des pourparlers avec le F.L.N., des garanties mutuelles ». Particulièrement inquiétante était une note confidentielle, mais ronéographiée à de nombreux exemplaires, destinée par Pflimlin à expliquer sa position aux leaders parlementaires des divers partis ; il envisageait, dans cette note, de faire appel aux bons offices de la Tunisie et du Maroc. »

Le fait est parfaitement exact. Nous avons eu alors connaissance de cette note. Celle signifiait qu'une évolution s'était amorcée dans les meilleurs parlementaires où l'on éprouvait une lassitude de la durée de la guerre. Particulièrement important et symbolique était le fait que Lacoste ne retournerait pas à Alger : c'était un tournant.

Le mouvement fut arrêté par l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, porté par l'insurrection des ultras d'Alger et des militaires, et reprenant à son compte, jusqu'au discours sur l'autothérapie de l'Algérie française (voir ses discours de juin 1958 en Algérie). Revenant pour s'en détourner plus tard le point d'abandonner, de Gaulle en fait, par son arrivée au pouvoir, a prolongé de plusieurs années la guerre des soubresauts et des violences que l'on redoutait.

On le voit : les règlements de comptes entre anciens complices ne manquent pas d'intérêt pour nous.

Robert Verdier.

(1) Editions de l'Alma — 14 NF + TL.

EDITORIAL

NOTRE LIGNE D'ATTAQUE

LE pouvoir arrête Salan.

Les cheminots arrêtent les trains.

Ingratitude navrante de la meute populaire à l'heure où le pouvoir fraîchement réinvesti va sans hâte au plus pressé et épouse les méandres de sa politique algérienne.

A l'heure aussi des retrouvailles de la grande famille bourgeoise désunie et du vardon qu'on paiera (peut-être) d'une tête de Salan jetée au peuple, comme on paya avec celle de Laval les retrouvailles de 45. Bien sûr, le cœur n'y sera pas ! La vieille haine, la haine de famille — bourgeoise justement — du clan vichyste-Algérie française contre le cousin gaulliste s'est ranimée, vivace et agressive. Mais ce n'est pas affaire de cœur et les caprices de l'amnistie annoncent une politique : la même « justice » innocentant les assassins de Maurice Audin et garde au cachot les militants français, frères de combat des patriotes algériens. Le cousin gaulliste sait reconnaître les siens.

Ce prévisible et très moral épilogue de la farce référendaire doit alarmer les vigilances assoupies : ne baissions pas notre garde ; les soubresauts du mal fasciste sont imprévisibles ; les tueurs tueront encore et, plus longtemps, rôderont le doigt sur la gâchette.

Quant au pouvoir, il ne saurait guérir de cette illégalité-là que par d'autres illégalités. Il peut tourner la page : toute son histoire sera de la même veine. C'est à nous d'en écrire une autre en regardant en face les questions décisives. Ces questions étaient l'axe des congrès syndicaux d'hier — congrès des enseignants et congrès des étudiants. Elles sont l'axe des grèves d'aujourd'hui. Elles seront l'axe désormais des luttes économiques et politiques essentielles.

Il s'agit de savoir si les travailleurs salariés auront leur part, toute leur part de la prospérité économique et notamment des bénéfices de la croissance industrielle.

Il s'agit de savoir s'ils revendiqueront cette part d'un même effort, toutes catégories salariales unies, toutes nuances politiques ou confessionnelles confondues, contre les secteurs principaux ou marginaux du profit.

Il s'agit enfin et surtout de sortir du cercle où s'est enfermée depuis la Libération leur action revendicative : hausse des prix — hausse des salaires.

La leçon de près de vingt années est claire : on ne peut renoncer aux revendications de salaires sous prétexte que la hausse des salaires provoquerait la hausse des prix, mais on ne peut se limiter aux revendications salariales en faisant fi de l'inévitable contre-attaque des prix, nécessairement victorieuse en régime d'économie capitaliste.

Il faut sortir de ce cercle en rompant avec la stratégie défensive : la « défense » du niveau de vie. Il est grand temps, il est possible d'agir de façon offensive, c'est-à-dire d'exiger des avantages durables, d'arracher au capital des concessions irréversibles en faisant porter notre effort sur les secteurs les plus vulnérables du système économique, ceux dont la malaisance est immédiatement perceptible à la masse des salariés. La destruction de toute une série de privi-

lages doit devenir la plate-forme commune de l'immense majorité de la masse salariée en alliance avec la paysannerie d'exploitation individuelle :

- diminution de la durée du travail ; (1)
- destruction des priviléges du secteur distributif ;
- création d'un service national du logement et passage du sol à bâtir sous contrôle des collectivités locales ;
- réforme d'un système fiscal supporté essentiellement par les salariés moyens ;
- réformes démocratiques des nationalisations ;
- démocratisation réelle de l'enseignement ;
- aide massive des pouvoirs publics à la coopération agricole.

Par là, par l'engagement des cadres syndicaux puis des masses dans des revendications structurelles concrètes et déterminées sera posée la question du pouvoir politique, à une époque surtout où le politique est directement impliqué dans la gestion économique. C'est l'approche la plus sûre et la plus rapide.

C'est notre véritable ligne d'attaque.

Il ne sert à rien de dénoncer Pompidou « fondé de pouvoirs de Rothschild » — surtout quand on a préparé ce Pompidou en faisant voter « oui » au référendum — si les travailleurs constatent que — Rothschild ou pas — les choses vont cahin-caha comme devant. C'est qu'il y a quelque chose de plus profond, de plus important que l'épisodique des gouvernements ou même des régimes politiques, ce quelque chose qu'il faut atteindre. Nous n'avons pas à déclamer contre l'image d'Epinal du capitalisme et de son pouvoir politique, mais à engager l'action contre des aspects déterminés de sa réalité concrète.

Les mêmes qui se préparentaient feutrément à reprendre les jeux antiques et qui restent, langue pendante, sur leur soif électorale et sur leur « oui », insinuent que la fin de la guerre d'Algérie désembrera l'énergie combative de la gauche nouvelle.

En fait, c'est maintenant que commence véritablement notre rôle, à partir du palier que nous avons su atteindre par notre lutte contre la guerre d'Algérie et la menace du fascisme O.A.S. et militaire : nous avons à préparer une relève où les couches travailleuses — et d'abord salariées — joueront pleinement leur rôle, une relève qui ne saurait être la panacée parlementaire de la « rénovation démocratique ».

Que nos censeurs inquiets se rassurent. Nous ne laisserons en repos ni le pouvoir — gestionnaire aujourd'hui comme hier, mais plus habile et plus efficace qu'hier — des intérêts des possédants ni les organisations et leurs chefs, responsables traditionnels du mouvement socialiste, et qui l'ont si longtemps fourvoyé dans des aventure mesquines puis désastreuses.

Nous agirons, nous, en responsables du renouveau socialiste.

Jean Poperen.

(1) Voir l'article de Jean-Marie Vincent : « Du travail aux loisirs », page centrale.

LE DEUXIÈME SOUFFLE DU RÉGIME GAULLISTE

LE récent changement de Premier ministre n'est pas une péripétie sans importance pour le régime gaulliste. Il s'agit, en fait, d'un événement d'une très grande importance qui traduit la volonté du pouvoir d'effectuer une véritable reconversion après la signature du cessez-le-feu en Algérie. Certains commentateurs ont dit que le régime avait voulu, pour l'essentiel, rompre avec ses origines, c'est-à-dire avec le 13 mai.

Cette explication n'est certainement pas fausse. Et il est peut-être vrai que beaucoup des grands commis et des représentants du grand capital ont vu s'éloigner sans déplaisir M. Michel Debré et ses petits barons.

Mais cette explication nous semble tout à fait secondaire par rapport à ce qui est la préoccupation essentielle du régime et de ses partisans : renforcer ses assises politiques. C'est qu'en effet, avec l'approche de la fin de la guerre d'Algérie, une large part des possibilités plébiscitaires du général de Gaulle vont disparaître. Le chantage à la guerre civile, le jeu d'équilibre entre la métropole et la population française d'Algérie, entre l'Armée et une grande partie de la bourgeoisie à propos de l'Algérie, tout cela va être caduc d'ici quelques semaines, ou, en étant pessimistes, d'ici quelques mois. La population française risque ainsi de découvrir peu à peu la réalité du pouvoir dans toute sa nudité : celle du pouvoir le plus réactionnaire et le plus oligarchique que nous ayons connu en France depuis Napoléon III et depuis Pétain.

Or plusieurs signes montrent qu'el- le commençait à le faire depuis plusieurs mois à travers l'expérience de la politique sociale du gouvernement. Un nouveau cours devenait nécessaire, mais surtout pas dans une atmosphère de compétition électorale relativement libre et sans que joue le poids décisif du général sur les affaires publiques. Le pouvoir gaulliste n'avait pas vraisemblablement l'intention — et cela quelles que soient les résultats du référendum — de soumettre son orientation politique fondamentale aux aléas du suffrage universel. Le référendum avait

son utilité pour faire taire ou intimider les oppositions réelles et potentielles, mais il fallait une forte dose de naïveté pour croire qu'il pouvait être le prélude à un renouveau démocratique de la V^e République, ou même simplement à une expression plus adéquate des courants les plus représentatifs de l'opinion publique en France.

Une fois le référendum accompli, il s'agissait de passer aux affaires sérieuses : c'est-à-dire à la définition d'un nouvel équilibre politique qui tienne compte de la volonté du régime d'écartier tout dialogue authentique avec les gouvernés. Et il faut bien voir que la mission de Pompidou était, entre autres, moins de rechercher une sorte d'« ouverture à gauche » que l'ouverture sur certains partis pour en faire les courroies de transmission du pouvoir avec, sans doute, l'arrière-pensée de les transformer peu à peu en instruments directs de ce pouvoir, au besoin en faisant valoir que ceux qui ne se prêteraient pas à ce jeu pourraient se voir rejeter dans les ténèbres extérieures, c'est-à-dire dans le rôle absolument stérile pour un parti non révolutionnaire de l'opposition conséquente et systématique aux aspects fondamentaux du régime.

Pompidou n'avait naturellement pas besoin de faire des efforts particuliers pour convaincre la fraction non-« Algérie française » des indépendants, ou l'U.N.R. qui s'identifie pratiquement au régime : dans les deux cas, il avait affaire à des gens qui partageaient les préoccupations fondamentales du régime.

Pour le M.R.P. ou les radicaux, cela se présentait moins facilement : il fallait convaincre ces deux partis très représentatifs d'une partie de la haute et moyenne bourgeoisie française, d'effectuer une véritable reconversion et de renoncer à être des partis d'opinion faisant valoir directement ou indirectement les aspirations de leurs mandants pour devenir des fractions du pouvoir, plus ou moins liées à certains secteurs sociaux.

Le M.R.P., par suite de la solidité de ses liens avec l'Eglise et certains mouvements d'Action catholique qui lui assurent une implantation qui défie les mouvements purement, con-

joncturels de l'opinion, pouvait se permettre toutefois de tenter une telle expérience. Les radicaux, par contre, en déclin depuis de nombreuses années (pratiquement depuis 1945), avaient moins de marge de manœuvre et il leur était difficile d'aller à l'encontre des vues de leur clientèle traditionnelle, opposée aux formes autoritaires et non parlementaires du régime actuel.

Aussi, faut-il bien se persuader que l'opération Pompidou devait avoir des limites assez étroites sur le plan des rapports avec les partis politiques — en se souvenant, en particulier, qu'à aucun moment il ne fut question de la S.F.I.O., parti pourtant très docile tout au cours de la période mai 1958-avril 1962.

On peut par conséquent se poser la question de savoir si l'opération politique dont nous venons de parler ne doit pas finalement s'insérer dans une tentative beaucoup plus vaste qui a ses débouchés sur le plan institutionnel. De ce point de vue, il faudra suivre avec beaucoup d'attention toutes les propositions de réforme de la Constitution.

Nous savons déjà qu'il est question de réformer le mode d'élection du président de la République, qu'il est question de réformer le mode d'élections dans un sens encore plus autoritaire et avant tout qu'il est question de multiplier les référendums sur toute une série de problèmes jusqu'alors réservés à l'activité parlementaire.

Il est, bien entendu, difficile de savoir ce qui sera retenu et entrera en application. Ce qu'il importe de noter ici, c'est que tous ces problèmes se trouvent hors de portée pour toute discussion publique et que la façon dont s'est passée la « crise ministérielle » représente déjà une réforme de la Constitution dans le sens autoritaire, ou, si l'on veut, une sorte de précédent qui fait jurisprudence. Le chef socialiste allemand, F. Lassalle, disait déjà : « Une Constitution, c'est un rapport de forces. » Il apparaît très clairement que le général de Gaulle essaie d'utiliser la conjoncture consécutive au cessez-le-feu pour faire payer le plus cher possible aux classes populaires la paix qu'il a dû conclure avec le peuple algérien.

Si l'on veut, le régime issu du 13 mai est en train de se dépouiller de ses aspects accidentels pour essayer de faire accepter sa réalité fondamentale : le règne des couches décisives du capitalisme français le plus moderne et le plus dynamique. Il faut d'ailleurs constater qu'à l'heure actuelle, il n'est pour ainsi dire personne pour contester sérieusement que cette évolution a réellement lieu.

Face à cela, le mouvement ouvrier est-il pourtant sans possibilité de réactions ? Non, car en fait, en renforçant son caractère autoritaire, le régime prête le flanc à de nouvelles attaques. En se privant d'intermédiaires, il multiplie les occasions de chocs et de frictions avec les forces populaires et il montre chaque jour un peu plus ouvertement son caractère oligarchique. De plus, le dialogue avec les syndicalistes, qui semble être une de ses préoccupations dominantes depuis l'annonce du IV^e Plan, devient très difficile puisqu'il ne peut avoir de véritable sanction dans les votes de corps représentatifs dans lesquels les syndicats pourraient avoir une certaine confiance. C'est pourquoi, à moins d'imaginer une intégration complète des syndicats dans les organismes du pouvoir, — bien improbable dans les circonstances actuelles — il faut s'attendre beaucoup plus à une sorte de guerre froide entre pouvoir et syndicalistes.

A nous d'utiliser ces contradictions et ces antagonismes en les replaçant dans leur contexte politique général, c'est-à-dire celui d'une lutte pour la transformation des structures économiques et sociales actuelles et pour le dépassement des formes politiques aussi bien de la IV^e République que de la V^e. Le parlementarisme traditionnel est mort parce qu'il était incapable de faire face aux problèmes de la société moderne. Le régime politique de la V^e se révélera inadéquat à la longue parce qu'il étouffe ou veut étouffer toute volonté d'expression démocratique. Expression du grand capital, il devra faire place, si nous savons nous servir de notre force, à l'expression des travailleurs. Le socialisme à notre époque est une nécessité pratique.

Jean-Marie Vincent.

Le 1^{er} Mai des années noires

Le 1^{er} mai a subi dans son histoire nombre de vicissitudes. Il est aujourd'hui assez loin du caractère combattif qui était le sien. La fête du muguet l'emporte, hélas ! sur la journée des luttes ouvrières qu'il fut si souvent.

Et pourtant cette journée reste si importante pour la classe ouvrière que les pouvoirs les plus réactionnaires, ou tout simplement fascistes, ont toujours essayé de détourner le 1^{er} mai de son sens et de l'accaparer au bénéfice du pouvoir. Des cérémonies organisées par Hitler aux discours d'Evita Peron, des 1^{er} mai phalangistes aux 1^{er} mai vichissois, le 1^{er} mai a toujours été le prétexte de parades somptueuses ou grotesques, mais destinées à empêcher le prolétariat de se manifester de manière autonome. N'oublions pas non plus la kermesse que le R.P.F. organisait à Vincennes ou Neuilly sous la présidence effective du général.

Mais jamais peut-être dans l'histoire du 1^{er} mai en France, on n'assista à tentative plus vain et plus dérisoire dans ce sens que celle de Pétain.

De la Saint-Philippe...

On commença par découvrir que le 1^{er} mai était aussi la « Saint-Philippe ». Cette « divine surprise » fut exploitée comme il convenait. Dans une atmosphère de prières publiques, d'hommages fleuris et de solidarité nationale, on consacra le 1^{er} mai fête du Travail et de la Concorde. Le maréchal procéda à une série de grâces amnistiantes, peu exécutées, il est vrai, mais qui furent largement popularisées. Pendant ce temps, les nervis du régime assassinaien François Camel, député socialiste, pour mieux marquer cette journée.

Dans toute la France, des cérémonies de tout genre précédées de saluts aux couleurs et devant toutes les autorités constituées, se déroulaient devant des assistances diverses.

Pétain lui-même prononça un discours social dont la vacuité se résument dans l'hommage qu'il rendait aux « Compagnons du Tour de France » — ressortis pour l'occasion — et qu'il exhortait à « faire revivre les traditionnelles et séculaires vertus d'une chevalerie ouvrière issue du peuple ».

Enfin, et comme pour clore la journée et lui donner son sens définitif, les Allemands de Paris se réunissaient au Trocadéro avec le concours de la musique de la « Kommandantur », et une représentation destinée aux jeunes se déroulait au Châtelet en présence de de Brinon.

Hélas ! la « Saint-Philippe » inspirant peu les travailleurs, il fallut passer à autre chose !

... A la Charte du Travail

Ce fut la Charte du Travail, promulguée le 4 octobre 1941.

La commentant, Pétain « invite les Français à rompre avec l'idéologie malaise de la lutte de classes »... Mais c'est l'élan qui est rompu, et les cérémonies du 1^{er} mai 1942 sont plus discrètes que celles de l'année précédente.

Dès lors, chacun des 1^{er} mai verra les discours officiels faire la part des récriminations du pouvoir et des perspectives riantes de l'avenir. En 1943, Pétain supplie le pays de s'écarter des doctrines de désordre et de mort, « des révoltes qui anime la haine » et décrit sans rire les 1^{er} mai futurs où, dans la France reconstruite, on verra « le triomphe du Travail dans l'ordre, la joie et la liberté ».

En 1944, il n'évoquera même plus la Charte. Son discours est consacré aux questions politiques. L'indiscipline, le terrorisme, le bolchevisme sont dénoncés. C'est l'aveu concret de l'échec.

Les « messes des métiers », les petites filles habillées en tricolore, les décorations aux artisans, les pompeuses déclarations sur la « France sociale » dans un « Ordre nouveau » n'y ont rien fait : les travailleurs avaient dit non, et la Libération approchait.

Ce rappel aurait été inutile si l'on ne voyait les rapprochements à faire. Il y a dans la terminologie officielle de l'occupation une parenté d'esprit singulière avec celle qui fleurit aujourd'hui... De la « France sociale » à « l'Association Capital-Travail », il y a une ligne de continuité beaucoup plus grande qu'on ne le croit généralement.

Mathieu Echeverry.

DU TRAVAIL AUX

Dans tous les pays civilisés, les ouvriers ont lutté pour que la journée de travail fût réduite. Ils ont obtenu satisfaction partielle, ils disent que, non seulement ils veulent par là ménager leur repos, mais qu'ils entendent aussi pouvoir vivre davantage de la vie, s'instruire, devenir vraiment des hommes.

LES revendications concernant la réduction de la durée du travail sont aussi vieilles que le mouvement ouvrier. Les travailleurs se sont battus pour obtenir le repos hebdomadaire, la journée de 12, de 10, puis de 8 heures. En France, ils ont arraché en 1936 pour la première fois les congés payés et la semaine légale de 40 heures. Dans certains secteurs, on se bat même maintenant pour la quatrième semaine de congé payé. Mais, en fait, le progrès est loin d'être rectiligne. Et chaque travailleur sait que, depuis longtemps, la semaine de

problème pour mieux voir les possibilités de contre-offensive et d'offensive.

Première constatation : la courbe de la durée hebdomadaire du travail est une courbe ascendante depuis de nombreuses années : 44 heures en 1944, 45 en 1953, 46 en 1957, un peu plus de 46 heures en 1962. Et si l'on considère qu'un certain nombre de secteurs sont marqués par le sous-emploi, on peut affirmer que la durée hebdomadaire du travail se situe plus près de 48 heures que de 46 pour

des équipements de la grande industrie moderne ne pouvaient être réfutées.

Une société basée sur la peine au travail

Mais tous ces chiffres sont loin de refléter, totalement la réalité jusqu'à ce qu'ils ne tiennent aucun compte du travail noir, ou travail consécutif à un deuxième emploi, qui est plus répandu en France qu'on ne le croit communément. Jean Dubois, que nous venons de citer, estime que 30 à 40 % des ouvriers français ont un travail supplémentaire rémunéré, ce qui veut dire pratiquement qu'ils consacrent à ce travail supplémentaire leurs soirées et leur repos hebdomadaire. Dans



(Maison de Jeunes - Vincennes)

La société ne favorise guère l'accès au dernier stade, le seul à être proprement culturel.

40 heures n'est plus qu'une fiction ; à l'occasion du 1^{er} mai, la CGT lance une campagne pour les 40 heures sans diminution de salaires, ce qui montre bien que la situation est loin d'être satisfaisante. La C.F.T.C., de son côté, fait sienne une revendication analogue tout en prévoyant une plus grande progressivité pour le retour à la semaine de 40 heures. En outre, il n'est guère de militant syndicaliste qui ne se soit heurté à la pratique irritante des heures supplémentaires. Dans bien des cas, l'action syndicale se trouve entravée par cette pratique qui se trouve souvent hors de sa portée.

Plus de 50 heures par semaine

Aussi, nous semble-t-il important d'examiner l'ensemble des données dont nous pouvons disposer sur ce

les ouvriers des principales branches industrielles. Tout se passe comme si le progrès technique, l'augmentation de la productivité du travail dans l'industrie n'aboutissaient à aucune amélioration notable sur le plan de la durée du travail.

D'après Jean Dubois, dans la revue des Pères Jésuites, « Revue de l'action populaire » (1), il faut même penser, en tenant compte des heures supplémentaires occasionnelles, que le quart des ouvriers français travaille 50 heures et plus par semaine. Il cite même le cas de pointes saisonnières de 84 heures par semaine pour des entreprises (sucreries) dont l'activité est dépendante des fournitures agricoles. De plus, c'est souvent dans les secteurs les plus automatisés et les plus modernes qu'on rencontre les temps de travail les plus longs, comme si le patronat voulait prouver que les prévisions marxistes sur l'augmentation du taux de l'exploitation au fur et à mesure de la modernisation



Le patron et son Ouvrier non syndiqué

OISIRS

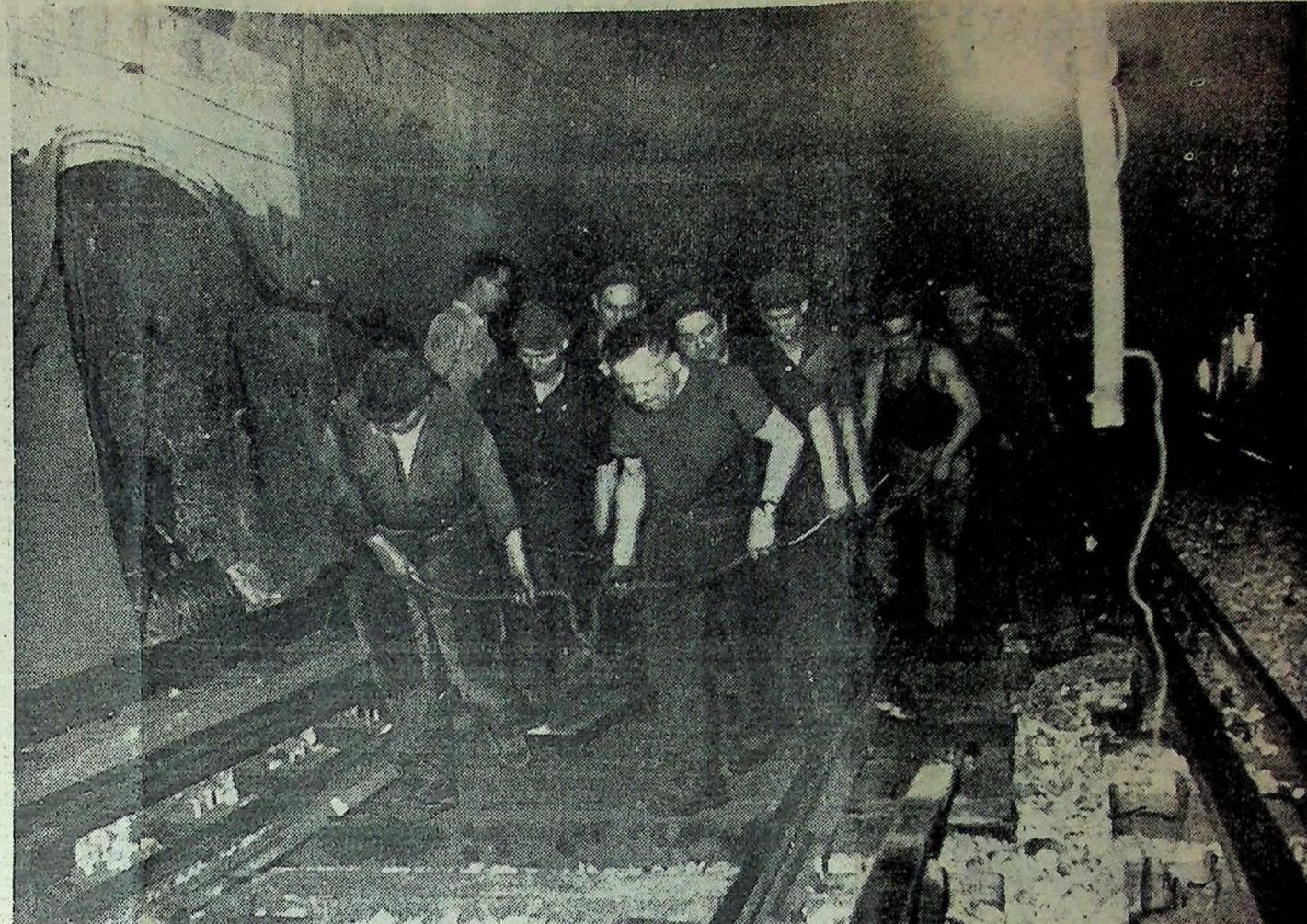
a durée de la vie. Et toujours, forces vitales, famille, lire,

Jaurès

ces cas, on arrive à une semaine de travail de l'ordre de 100 heures. Il va sans dire qu'un même individu n'est guère capable de travailler 400 heures par mois douze mois sur douze, mais il est non moins évident que ce travail d'esclave est une triste vérité pour de nombreux travailleurs, de nombreuses semaines et même de nombreux mois pendant une année. Si l'on ajoute à cela les temps de transport qui durent souvent plus de quatre heures par jour, on est très vite amené à conclure que notre « société de l'abondance » reste une société basée sur la peine au travail, sur l'écrasement de l'individu dans la production. Le problème serait cependant loin d'être complet si l'on en restait là. Il faut tenir compte aussi d'une catégorie encore plus défavorisée, celle des femmes. D'après les spécialistes de l'Institut national d'études démographiques, on peut présenter le tableau suivant :

Avail des femmes mariées	
Femmes qui travaillent	Femmes de cultivateurs
78 h	80 h
82 h	84 h
84 h	88 h
84 h	88 h

à l'intensité du travail ainsi qu'à son organisation. Depuis la grande vague de rationalisation qui a secoué les entreprises françaises à partir de 1951-1952, la fatigue nerveuse, l'usure précoce des travailleurs sont devenues des phénomènes si courants que presque plus personne ne s'en étonne, mais ils n'en ont pas moins des répercussions très graves sur la santé physique et mentale du monde du travail. Malgré l'allongement de la durée moyenne de la vie, l'état de santé des travailleurs est généralement déficient au-dessus de quarante ans et il n'est pas rare de voir les travailleurs arriver complètement usés à l'âge de la retraite. Les mala-



« L'écrasement de l'individu dans la production ».

(A.D.P.)

dies nerveuses se multiplient et s'aggravent sans qu'on puisse noter des améliorations notables dans les dernières années. Pour beaucoup, le rythme du travail, toujours plus accéléré, est devenu un cauchemar. Sur le plan de l'organisation du travail, il faut faire intervenir aussi la pratique de plus en plus répandue du travail continu par postes ou par équipes qui rompt le rythme habituel et socialement normal de la vie humaine. Les horaires ne sont plus stables d'une semaine à l'autre, le travailleur se trouve coupé des contacts humains et familiaux dont il a le plus besoin. Il finit par mener une vie d'original malgré lui avec tout ce que cela peut dire sur le plan psychologique. Pour lui, la fatigue et la nervosité viennent forcément plus vite que pour d'autres.

Délassement et culture

Tout cela se répercute naturellement sur le temps qui reste pour les loisirs. Nous avons déjà vu que le repos hebdomadaire (de 1 ou 2 jours) était souvent une fiction pour les salariés qui recherchaient des heures supplémentaires ou un second emploi.

Il faut signaler, en outre, que beaucoup de travailleurs, malgré leurs efforts, ont beaucoup de difficultés à financer leurs vacances parce que leur rémunération reste trop basse : 31 % seulement des ouvriers partent effectivement en vacances contre 51 % des employés et 82 % des cadres supérieurs. Par suite, le renouvellement des forces dépensées dans la production se fait mal (d'après beaucoup de médecins, c'est seulement au cours de la quatrième semaine de vacances qu'on commence à se reposer vraiment). Le temps libre, ou prétendument libre, prend très souvent la forme d'une récupération hâtive et inconsciente, après une fatigue lourde. Il est plus une éviction, une manifestation d'oubli du monde réel qu'une manifestation consciente et désintéressée des forces et des potentialités qui se trouvent dans l'homme. De là vient en grande partie le succès de la presse à sensations, de la mauvaise littérature, du cinéma de seconde zone et de la télévision mystificatrice, c'est-à-dire de toutes les formes de culture de masses qui jouent sur la passivité du consommateur. Le loisir abrutissant est

le complément quasi obligatoire du travail abrutissant et, dans la course aux distractions qui caractérise notre civilisation, on ne peut manquer de voir une sorte de cercle vicieux. Les ouvriers acceptent de travailler beaucoup pour avoir accès aux biens de consommation que la grande industrie est capable de produire, mais précisément, en tendant au maximum leurs efforts pendant le travail, ils arrivent trop épuisés aux périodes de détente pour pouvoir les goûter pleinement. Si l'on divise les loisirs, comme le fait Joffre Dumazedier, en trois temps essentiels : le délassement, le divertissement, le développement, force est bien de constater que la plupart des ouvriers n'accèdent qu'aux deux premiers stades et que la société ne leur favorise guère l'accès au dernier stade qui est le seul à être proprement culturel. Aussi faut-il se garder de conclure que la conquête des vacances est en elle-même une libération. Tout dépend, en définitive, de la façon dont le travailleur peut aborder son temps libre. Travail et temps libre se conditionnent réciproquement.

Tirer le maximum des travailleurs

Par cette constatation, on en revient au problème fondamental de la condition ouvrière, c'est-à-dire au salariat.

C'est, en effet, parce que la force de travail humaine est considérée comme une marchandise, tout juste bonne à faire fructifier le capital, que le progrès technique profite si mal à l'immense majorité de la société. Du point de vue de la rentabilité du capital, il faut tirer le maximum des travailleurs et le loisir n'a de sens que comme moment nécessaire pour la reconstitution de la force de travail. On voit par là que la lutte pour la réduction de la durée de travail s'insère dans la lutte contre le salariat et pour la transformation des structures économiques et sociales. Dans la pratique, les syndicalistes le savent bien qui luttent contre les différentes formes de salaires horaires et au rendement qui livrent souvent les travailleurs pieds et poings liés à l'arbitraire patronal et cherchent à obtenir les salaires mensuels garantis pour un temps de travail fixé et déterminé par des accords d'entreprises ou des

conventions collectives. Le syndicat essaie en fait de substituer la notion de revenus à celle de salaires.

Remettre en cause la gestion capitaliste

Poussée à ses conséquences ultimes, cette tendance met donc en cause la gestion capitaliste elle-même à travers ses critères de rentabilité. Trop souvent, on oublie cette vérité très simple et l'on en reste à la revendication sur la durée de travail sans la remettre dans son contexte, au sein de l'entreprise et à l'échelle nationale. Une véritable stratégie ouvrière, au contraire, doit prévoir, outre des revendications sur le temps de travail, les moyens de les appliquer sans s'arrêter aux limites du système capitaliste. Au sein des entreprises, elle doit mettre en cause l'utilisation des ressources (autofinancement, frais généraux, réserves, tantièmes, dividendes). A l'échelle nationale, elle doit remettre en cause les choix fondamentaux de la planification capitaliste (par exemple, dans le IV^e Plan, le refus de prévoir une réduction du temps de travail, jusqu'en 1965). A cette condition, elle peut mener à de nouveaux succès.

J.-M. Vincent.

(1) Février 1962.

La semaine prochaine

Une étude de
Colette AUDRY
Dr Aron BRUNETIERE
ET DU CENTRE
DE GRENOBLE

sur
LE BIRTH CONTROL



REGIONS ET INDUSTRIES EN DIFFICULTE



(Keystone)

2.000 à Hennebont... 10.000 à Lorient.

Nous avons à plusieurs reprises évoqué ici la situation des industries en difficulté, en particulier à l'occasion de conflits spectaculaires comme celui de Decazeville, conflits qui posent souvent le problème du sous-développement régional. Il n'est pas inutile d'y revenir, de nombreux problèmes de reconversion n'ayant pas encore trouvé de solution ou n'ayant trouvé, comme à Decazeville, qu'une solution partielle. Aussi bien il s'agit là d'une question qui ne cessera de se poser dans les années à venir du fait de la modernisation croissante mais inégale des différentes branches industrielles et de l'évolution des techniques.

D'autre part, les transformations économiques ont leurs répercussions sur le plan politique. Il est certain que le pouvoir gaulliste apparaît mieux armé que le régime parlementaire traditionnel pour mener à bien certaines reconversions, mais un autoritarisme excessif en ce domaine peut susciter à son tour un néo-poujadisme ouvrier, surtout s'il ne permet pas d'assurer une croissance équilibrée des économies régionales.

De Decazeville...

On sait qu'après une grève qui a duré près de deux mois et demi les mineurs de Decazeville avaient repris le travail sur la base de promesses qui leur avaient été faites par les Pouvoirs publics concernant une amélioration des compensations accordées au personnel reconvertis.

Ces promesses ont été matérialisées par un accord intervenu entre la direction des Charbonnages de France et les Fédérations des mineurs F.O., C.F.T.C. et C.G.C. La Fédération C.G.T. a ratifié cet accord qui concerne « les mesures complémentaires d'aide en faveur du personnel rayé des effectifs des Houillères du Centre-Midi par mesure de reconversion ». Les dispositions prévues s'appliqueront nécessairement aux mineurs des autres bassins français, une lettre annexe de la direction des Charbonnages précisant toutefois certaines mesures particulières au personnel de Decazeville.

Le montant de la prime de conversion versée au départ de la mine varie en fonction de l'ancienneté : elle va de trois mois de salaire des intéressés jusqu'à quinze ans d'ancienneté à six mois de salaire au-delà de vingt-sept ans d'ancienneté. L'allocation temporaire de raccordements pour la retraite est servie aux mineurs reconvertis qui auraient pu compter, avant cinquante-cinq ans, trente ans de services miniers, en supposant qu'ils aient continué sans interrup-

tion leur carrière dans les Houillères. Elle est versée à partir de cinquante ans minimum et de cinquante-quatre ans maximum, en fonction de l'ancienneté au fond, entre la date à laquelle l'intéressé aurait atteint trente ans de service et celle où il atteint l'âge de cinquante-cinq ans. Son montant est égal au minimum à 50 p. 100 de la retraite qui serait payée par la Sécurité sociale si le mineur remplissait les conditions d'âge réglementaires.

D'autre part, de jeunes fils de mineurs, titulaires en principe du C.A.P., pourront être embauchés dans les entreprises de reconversion jusqu'à concurrence de 10 p. 100 de l'effectif prévu par le programme d'embauchage ayant servi de base à l'aide financière des Houillères. Les enfants du personnel reconvertis pourront continuer à bénéficier des Bourses des Mines. Les agents reconvertis bénéficiaires d'une aide financière des Houillères pour l'accession à la propriété conserveront les subventions qui leur auraient été accordées et se verront assurer des facilités pour le remboursement des prêts. Les Houillères favoriseront en outre la création de mutuelles pour les mineurs reconvertis afin d'alléger les charges du risque maladie non couvertes par le régime général de la Sécurité sociale. Les agents volontaires pour se reconvertis individuellement selon leurs convenances personnelles pourront bénéficier de tous ces avantages et il a été convenu que le problème des avantages en nature accordés aux titulaires d'une pension proportionnelle serait examiné ultérieurement. Enfin le protocole conclu entre les Charbonnages de France et les syndicats précise que « si à la fin de chacune des opérations de reconversion on constate que certains agents se sont révélés inaptes à la reconversion pour des raisons d'âge ou de santé, les Charbonnages de France et les Houillères du Bassin arrêteront à ce moment et en fonction des cas concrets qui se présenteront les solutions sociales et humaines appropriées ».

Telles sont, succinctement exposées, les mesures dont bénéficiera le personnel reconvertis à la suite d'une carrière plus ou moins longue passée aux services des Houillères, mesures qui sont les plus avantageuses obtenues jusqu'ici par des mineurs reconvertis en France et en Europe. La grève de Decazeville n'aura donc pas été inutile. Elle aura pour résultat de rendre plus humaines les reconversions futures. Par ailleurs, elle aura attiré l'attention sur les difficultés économiques du Sud-Ouest. Cependant, le problème de l'implantation de nouvelles industries pour remédier au dépeuplement de l'Aveyron et plus généralement au sous-développement de la région n'est pas pour autant résolu. On peut penser

que le Pouvoir qui ne recule pas au bout, comme dans le cas du conflit algérien et toutes proportions gardées, trouver une solution plus rapide.

...à Hennebont

Un autre conflit spectaculaire, motivé par les menaces pesant sur une industrie, est en cours : celui des Forges d'Hennebont qui touche la Bretagne, autre région « sous-développée ».

L'effectif des salariés des Forges est passé de 2.500 à 1.500 actuellement mais, sans la modernisation de l'entreprise, celle-ci est pratiquement condamnée.

Divers projets ont été soumis au ministère de l'Industrie depuis 1957, afin de permettre la fabrication de tôles conformes aux besoins du marché. Le dernier, de septembre 1961, portait sur 7 milliards d'anciens francs. A la fin de l'année dernière, un Comité de défense des Forges se créait et des manifestations avaient lieu pour la sauvegarde de l'entreprise.

Cependant, le 15 janvier de cette année, le ministre de l'Industrie recevait une délégation syndicale venue de Lorient et lui faisait savoir que le gouvernement n'était pas favorable au projet de modernisation et refusait de transmettre le dossier à la C.E.C.A. Le gouvernement, d'accord avec la Sidérurgie française, envisageait la fermeture progressive des Forges dans un délai de trois ans. Il ne subsisterait que la fonderie qui employait 400 ouvriers et une autre activité — non définie — pouvant en employer 300. Les 800 ouvriers excédentaires seraient reclassés dans des industries dont le ministre promettait seulement de favoriser l'implantation.

Devant ces incertitudes, tous les syndicats, en accord avec le Comité de Défense, organisaient une marche de protestation sur Lorient le 28 mars. Cette manifestation, qui se déroula sous la pluie, groupait 2.000 travailleurs au départ d'Hennebont. A Lorient (10 kilomètres plus loin), 10.000 personnes accompagnaient la délégation qui remit une motion à la sous-préfecture, à la suite du meeting où prirent la parole les maires d'Hennebont et de Lorient, ainsi que des représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C. et de F.O.

Paul Malnoe, de la Fédération F.O. de la Métallurgie, résuma assez bien le point de vue des ouvriers menacés : « Nous n'accepterons pas que l'on fasse supporter à la seule classe ouvrière tout le poids du relèvement et de la guerre. Nous n'accepterons pas non plus la déportation

vers des régions plus favorisées. Nous affirmons notre volonté de défendre notre droit au travail là où nous vivons. » Quant à M. Giovanelli, maire de Lochrist-Inzinzac, il posa bien le problème en déclarant : « Nous en avons assez du chantage à l'agitation sociale susceptible de faire peur aux industries nouvelles. Nous ne manifestons pas contre les industries possibles, mais d'abord pour le maintien et la modernisation d'une industrie qui existe déjà et ensuite pour l'implantation d'industries nouvelles. Nous ne sommes pas non plus contre une reconversion partielle et intelligente des travailleurs des Forges demandant seulement à pouvoir travailler régulièrement et dans la dignité. Si nous sommes ici, cela est dû à l'intransigeance d'un ministre qui refuse de donner la suite qui convient à un dossier en sa possession. Ce n'est pas parce qu'on créerait 1.500 emplois nouveaux dans la région lorientaise qu'on pourrait supprimer ceux des Forges, car nous ne sommes pas dupes de ces promesses d'industrialisation qui commenceraient par supprimer la plus importante industrie privée de la Bretagne. »

Signalons d'autre part que la C.F.T.C. a proposé, pour occuper les ouvriers qui seraient mis au chômage, la construction et l'équipement par l'Etat d'usines qui seraient louées à des industriels. Cela favoriserait sans doute l'implantation d'industries, mais il apparaît paradoxal de remettre à des intérêts privés ce qui serait l'œuvre de la collectivité.

Le cas des Forges de l'Adour

Nous avons déjà signalé les menaces qui pèsent sur une autre entreprise sidérurgique du littoral atlantique : les Forges de l'Adour, au Boucaut (près de Bayonne), dont la fermeture a été décidée en principe pour 1965.

Cette entreprise, qui emploie 1.650 ouvriers, a été construite à l'origine pour fonder des rails de la Compagnie des Chemins de Fer du Midi, à partir du charbon et du minerai de fer que lui apportait l'Océan. Mais depuis que les rails sont fabriqués dans l'Est avec l'acier Thomas, l'usine du Boucaut a trouvé de plus en plus difficilement des commandes pour alimenter ses laminaires et ses hauts fourneaux, et cela d'autant plus que ses clients étaient situés à 300 kilomètres au moins des Forges.

Or les travailleurs de celles-ci font vivre de 12.000 à 15.000 personnes dans les villages du Boucaut, de Tarbes et des environs. D'autre part, les possibilités de réemploi dans la région sont des plus minces, si l'on excepte une fonderie de fonte maléable qui occupe déjà 450 personnes et les usines Bréguet en expansion (actuellement 1.600 ouvriers).

Mais d'autres facteurs rendent difficile la reconversion des travailleurs des Forges : la qualification particulière difficilement transférable dans d'autres activités des ouvriers des hauts fourneaux et des laminaires, l'âge moyen élevé (43 ans) qui ne favorise pas leur départ pour Dunkerque ou pour la Loire, l'accès de beaucoup d'entre eux à la propriété.

Cependant, une négociation est en cours entre les Ateliers des Forges de la Loire, propriétaires de l'entreprise, et le ministre de l'Industrie, afin de mettre sur pied des activités de remplacement et de mettre en œuvre la formation professionnelle propre à faciliter la réadaptation des ouvriers dans les trois années où les Forges continueront d'exister. L'Etat interviendrait d'autre part pour que soient accordés des prêts aux entreprises désirant s'installer au Boucaut ou dans la région. C'est ainsi qu'une partie de la S.N.E.C.M.A. serait décentralisée au Boucaut et qu'une usine d'engrains, alimentée à partir de Lacq (à 80 kilomètres de là) en matières premières et en énergie, serait installée. Mais ces mesures suffiront-elles à calmer l'inquiétude des travailleurs menacés qui ont manifesté à plusieurs reprises ?

Ajoutons qu'à partir du 9 avril la durée hebdomadaire du travail aux Forges a été réduite de 48 à 40 heures avec un salaire payé 44 heures. Une grève de protestation avait été suivie le 7 avril par la quasi-totalité du personnel.

Maurice Combès.

L'U.N.E.F. devant les problèmes de « reconversion »

PAR sa lutte pour la paix en Algérie, puis contre l'O.A.S., l'U.N.E.F. a pris place à côté des grandes centrales syndicales ouvrières.

Cette lutte venant à son terme, une reconversion s'est déjà amorcée : le mois dernier, l'U.N.E.F. a lancé une campagne revendicative sur les thèmes devenus traditionnels : chambres, locaux, restaurants universitaires, allocation d'étude.

Prenez un exemple précis : celui de la Fédération des Groupements d'Etudes de Lettres (Sorbonne). Le jeudi 22 mars, tous les étudiants en Lettres devaient affluer en Sorbonne pour bien montrer que les « amphithéâtres » et l'unique bibliothèque (500 places pour 23.000 sorbennards) ne suffisent plus aux besoins des étudiants. L'échec de cette « grève du zèle » fut évité de peu : Les étudiants préparant la licence n'avaient pratiquement pas été mobilisés et les propédeutes (première année après le bac) avaient leur cours général dans le « grand amphithéâtre » de la Sorbonne, un délégué de l'U.N.E.F. prit la parole pour expliquer la nécessité que tous aillent à la bibliothèque (présence de la Télé et des journalistes). C'est ainsi que près des trois quarts des propédeutes « sécheront » le cours pour s'entasser dans la bibliothèque et faire une queue spectaculaire d'une centaine de mètres.

De cet exemple, on peut tirer deux conclusions : la première est rassurante : l'influence du syndicat s'exerce sur la quasi-totalité des étudiants. La seconde l'est beaucoup moins : les cadres de l'U.N.E.F. se sont usés dans l'action antifasciste et ne tiennent plus pour l'action revendicative : les groupes de licence étaient absents.

A partir de ce demi-succès, un programme de lutte précis et cohérent paraît nécessaire pour bien aborder l'année universitaire 1962-1963. De la campagne revendicative de mars 1962 et des différentes discussions qui ont eu lieu dans les Associations générales d'étudiants depuis lors, deux tendances semblent se dessiner à l'intérieur de la « mino » qui détient la majorité de l'U.N.E.F. depuis 1956.

Il y a d'une part ceux qui — avec les A.G. parisiennes, celles de Grenoble et de Lyon — pensent que l'U.N.E.F. n'a tenu en face de ses adversaires de droite qu'en vertu d'une certaine dynamique du mouvement et qui voudraient que sa politique demeure toujours celle d'une avant-garde. Sans négliger les problèmes étudiants, les partisans de cette tendance mettent l'accent sur la nécessité de définir une opposition systématique au régime et de renforcer la col-



500 places, 23.000 « sorbennards ». (Agip)

laboration de l'U.N.E.F. et du syndicalisme ouvrier.

Il y a d'autre part ceux qui — avec le bureau sortant et la majorité des A.G. de province — estiment que le plus urgent est de structurer le mouvement étudiant de manière à ne pas laisser se creuser une dangereuse coupure entre la direction de l'U.N.E.F. et la masse des jeunes. Ceux-là songent non seulement à la gestion des centres de photocopies, des « restos U », des cités, des œuvres universitaires, des coopératives d'achat, des HLM étudiants, etc., mais aussi et surtout à la lutte pour la démocratisation de l'enseignement, lutte qui doit conduire à revendiquer, à plus long terme, avec les syndicats ouvriers et paysans le pouvoir économique.

Ces positions sont-elles absolument et irrémédiablement contradictoires ? Cela n'est pas certain. Comme l'a

souligné M. Marcovici, président de l'A.G.E. de Reims, « entre ceux qui assignent au syndicalisme étudiant la tâche de réduire de manière purement mathématique les besoins matériels des étudiants et ceux qui veulent en faire une arme au service d'un certain idéal, il n'y a pas à faire un choix mais à réaliser une synthèse ».

La vérité est que l'affrontement des tendances n'aurait pas été aussi net si la guerre d'Algérie ne touchait pas à sa fin et si la minorité n'avait pas été aussi réduite en nombre. Mais il ne faut pas oublier que cette faiblesse numérique de la minorité s'explique en partie par la scission de la F.N.E.F. La gauche étudiante a un grand rôle à jouer mais elle doit aussi faire face à des risques redoutables. Et les problèmes de « reconversion » qu'elle a à résoudre sont, après tout, les mêmes que ceux que notre Parti entend maintenant affronter.

Tristan Mirand.

Week-end d'études

La Fédération de Paris organise les 5 et 6 mai en vallée de Chevreuse, un week-end d'études sur

LE FRONT SOCIALISTE

Au programme :

- Samedi après-midi : Les coalitions de gauche en France et leurs limites, par Marc Heurgon.
- Samedi soir : Veillée culturelle.
- Dimanche matin : Les luttes économiques et sociales et leurs formes nouvelles, par Georges Servet.
- Dimanche après-midi : La politique du P.S.U. : le Front Socialiste, par Antoine Mazier.

Les inscriptions sont reçues à la Fédération de Paris, 8, rue Henner, Paris (9^e). Une garderie d'enfants peut être organisée.

Le billet de Jean Binot :

Résurrection

Le calendrier fait bien ce qu'il fait et le monarque mieux encore : ainsi cette Assemblée, dont l'acte de décès déjà dressé n'attendait plus que l'ultime signature, la voici qui ressuscite, et joue à l'investiture avec un Pompidou tout neuf — un Pompidou qui veut bien faire semblant de lui demander quelque chose !

Il sera peut-être question, pourquoi pas ? de la composition du cabinet : de l'allégresse idéologique des inconditionnels, des simagrées du Meu-Reu-Peu « qui est allé à la soupe », comme le général disait naguère, et du cycliste chargé des relations avec la troupe — tâche passionnante, a déclaré modestement Môssieu Dusseault en suintant les petits fours élyséens — tâche écrasante, aurait-il dû préciser, mais promotion méritée qui a dû faire plaisir à Schmittlein.

Et les morts, en sera-t-il question ? Et d'abord le premier, qui, dans sa lettre de congé, a lu que « tout effort a sa limite » — suprême délicatesse royale ! — et qui attendra sa résurrection comme un autre attend sa grâce.

Albert Roux.

A propos du Comité confédéral national C.G.T.

Encore un C.C.N. : un rapport d'ouverture de Léon Mauvais, un discours de clôture de Benoit Frachon, une résolution, un appel « pour un grand 1^{er} mai » ! Oui, certes. Mais aussi le premier Comité confédéral national depuis le cessez-le-feu et le référendum. Il était donc naturel qu'à ces assises des 17 et 18 avril se pose la question : « Que faire maintenant ? »

La veille, Jacques Kahn, dans « l'Humanité » demandait : « Que vont devenir les 3 milliards par jour de la guerre d'Algérie ? »

Mauvais répond, et le C.C.N. avec lui, que « les organisations confédérées feront de la campagne revendicative le centre de leur activité ». « De juillet 1957 à mars 1962, dit-il, le pouvoir d'achat du S.M.I.G. s'est réduit de 14 % alors que le revenu national augmentait de 20 %. » De nouvelles luttes sont possibles. « Leur caractère partiel, limité même... ne doit jamais nous faire perdre de vue que les travailleurs d'une corporation — voire même d'un secteur — ont des revendications générales communes... pour lesquelles des luttes d'ensemble d'une grande ampleur doivent être envisagées et organisées » (c'est « l'Humanité » qui souligne).

Le programme revendicatif élaboré par la Commission administrative — et, dit la résolution, « déjà largement rendu public » — est approuvé. Les points sur lesquels on met l'accent aujourd'hui sont : « la réduction de la durée hebdomadaire du travail sans diminution de salaire... ; l'aug-

mentation générale des salaires... ; la fixation du S.M.I.G. à 2,20 NF de l'heure... ; la quatrième semaine de congés payés... ».

Pour l'action, il faudra organiser l'unité. Elle doit se faire — dit Mauvais — « par la constitution de comités qui soient l'expression véritable des travailleurs intéressés, élus et soutenus par eux et, naturellement, placés sous leur contrôle ».

En soi, c'est fort démocratique, et « l'Humanité » a raison de souligner ce passage. Les attaques qui viennent ensuite contre les dirigeants C.F.T.C., F.O. et F.E.N. étonnent d'autant plus : « Leurs campagnes contre les partis, dit « l'Humanité », dont l'objectif immédiat est souvent d'évincer le P.C.F. rejoignent la conception du pouvoir gaulliste... pour renforcer le pouvoir personnel et, en définitive, le pouvoir des monopoles. » La C.F.T.C. est spécialement visée : « En nombre d'entreprises — dit le compte rendu — elle devient un moyen, une organisation politique (souligné par nous), favorisée et utilisée par le patronat, le pouvoir et l'Eglise. »

Sans doute n'y a-t-il pas, à la direction de la C.F.T.C., de F.O. ou de la F.E.N., que des parangons de vertu syndicale. Certains, par anticommunisme, sont prêts à bien des manœuvres. Mais pourquoi les attaquer ainsi de façon sibylline ? Pourquoi ne pas dire nettement ce qu'on leur reproche ? Ce manque de clarté est-il imputable au compte rendu ? En tout cas, il est fâcheux.

Pour donner la première place aux problèmes revendicatifs, le C.C.N. n'a pas oublié pour autant ni que le cessez-le-feu n'est pas la paix, ni la lutte contre l'O.A.S. et contre le ré-

gime gaulliste. Pour le 1^{er} mai, un timbre spécial de solidarité, de 0,50 NF, sera vendu au profit des travailleurs et des enfants algériens. L'initiative, pour tardive qu'elle soit, rappellera peut-être aux travailleurs français que la Révolution algérienne se poursuit et qu'elle a besoin de leur appui.

Frachon n'a pas manqué de souligner qu'il faut « en finir avec l'O.A.S. ». La résolution insiste à son tour sur ce point, et aussi sur la nécessité de « la reconquête et de la rénovation de la démocratie... ». Ce ne sont pas là des questions secondaires. Nous regrettons d'autant plus de ne pouvoir applaudir aux solutions proposées. Nous pensons, en effet, que pour mobiliser les forces nécessaires à la chute du pouvoir gaulliste, il faut offrir une perspective plus attrayante que celle de reconquérir, même en l'améliorant, la vieille démocratie bourgeoise.

Pour nous, cette perspective ne peut être que la démocratie socialiste. Quant à l'O.A.S., il nous paraît assez vain d'exiger sa liquidation — comme le fait la résolution du C.C.N. — de ce même pouvoir gaulliste dont on signale qu'il est celui des monopoles. Et l'on voit mal comment les comités antifascistes pourraient se développer si on les invite seulement à presser le gouvernement de combattre le fascisme — qu'il n'a nullement envie de liquider — alors que leur propre raison d'être est précisément de s'organiser pour le détruire. C'est là aussi — est-il besoin de le dire ? — l'opinion d'un grand nombre de ces jeunes que Frachon veut gagner au militantisme syndical.

Albert Roux.

Les Fédérations du Sud-Ouest et de Paris engagent la bataille de diffusion de « T.S. »

Dimanche 15 avril, faisant suite aux décisions de la deuxième conférence nationale « Presse », s'est tenue à Montauban la première conférence régionale « Presse ». Elle avait pour but de faire le point sur la diffusion de « T.S. » dans la région, d'étudier les possibilités et les moyens d'augmenter cette diffusion, d'établir un plan de travail, d'étudier les moyens de contribuer à l'amélioration du journal grâce aux informations locales et régionales.

De nombreux délégués représentent les Fédérations de l'Aude, de l'Ariège, des Basses-Pyrénées, des Hautes-Pyrénées, de l'Aveyron, du Gers, du Tarn, du Tarn-et-Garonne, du Lot-et-Garonne, de la Haute-Garonne (ceux du Lot et des Pyrénées-Orientales étaient excusés).

Après deux rapports des camarades Jules Fourrier et Roger Cérat — le premier sur le travail et l'action de diffusion de « T.S. » dans le Sud-Ouest ; le second sur le rôle que doit jouer notre organisme national à travers la lutte politique que mène le parti — une discussion très fructueuse s'engagea.

Les deux rapports apportaient à chaque délégué des éléments d'appréciation indispensables et posaient clairement les problèmes dans un cadre national et régional. La discus-

sion très vivante permit de confronter des expériences ayant donné des résultats au niveau des fédérations et des sections, de faire la part d'erreurs à ne pas renouveler.

Il est possible de dégager un certain nombre de conclusions pratiques qui se sont imposées à l'ensemble des délégués :

● Vive conscience de l'importance de « Tribune socialiste » l'hebdomadaire national du parti, dans la bataille politique menée par le PSU. Celui-ci ne doit cesser de reposer sur une diffusion militante. Les progrès de la rédaction de T.S. sont parallèles aux progrès de sa diffusion ainsi que l'expérience le montre.

● Chaque Fédération doit améliorer sous la responsabilité et la direction d'un responsable fédéral-presse son réseau de diffusion au niveau des sections et des groupes d'entreprise. La diffusion de la presse doit être à l'ordre du jour de chaque réunion de section, constituer pour chaque section une activité permanente.

● Chaque fédération doit désigner un correspondant départemental afin de donner des informations sur la vie du parti et les événements importants de la vie politique et syndicale du département.

● Les moyens de diffusion sont nombreux : l'essentiel est de dégager des priorités dans le choix des objectifs et des méthodes, et d'obtenir des résultats. Un premier objectif s'est imposé aux délégués : augmenter le nombre des abonnés, et d'abord à l'intérieur du parti, puisqu'un nombre important de camarades ne sont pas encore abonnés à « T.S. », et généraliser progressivement un certain nombre de moyens de diffusion éprouvés :

- a) diffusion par les militants des sections dans leur entourage ;
- b) porte-à-porte dans les H.L.M. et quartiers populaires (défrichage) ;
- c) vente à la criée ;
- d) diffusion en milieu rural.

Les Fédérations représentées se sont engagées dans les deux mois à venir, à augmenter la diffusion dans la proportion minimum d'un journal supplémentaire vendu pour deux adhérents.

Nul doute que les Fédérations du Sud-Ouest vont gagner cette bataille, nul doute que cette campagne de diffusion accroîtra le nombre des adhérents du parti, à un moment où celui-ci, grâce à son action et ses positions courageuses lors du référendum, provoque un grand courant de sympathie notamment dans le Sud-Ouest. C'est forts de cette conviction que les délégués se sont séparés après cette excellente journée de travail.

AUX CORRESPONDANTS DE « TRIBUNE SOCIALISTE »

Nous insistons vivement auprès de nos amis pour qu'ils évitent — au maximum — de nous envoyer des informations écrites à la hâte sur des petits bouts de papier.

Chaque fois que cela est possible, écrivez très lisiblement (surtout les noms propres). Il nous est très difficile de déchiffrer la plupart des textes envoyés. Nous n'avons pas de Champollion à la rédaction !

Si vous tapez à la machine, ne le faites qu'au recto de la feuille.

En outre, pour éviter tout retard, nous rappelons que toutes les informations doivent être envoyées à la Rédaction, 8, rue Henner, Paris (9^e), et non 54, bd Garibaldi, qui n'est que le siège de l'Administration (abonnements, commandes, etc.).

Merci !

Il n'y a pas de mystère. Dès que le problème de la diffusion de notre journal devient une préoccupation centrale et politiquement débattue, les résultats atteints dépassent très rapidement les prévisions les plus optimistes.

Peu après la Conférence nationale « Presse », et en exécution de ses décisions, la Fédération de Paris a mis sur pied un plan de diffusion de 2 mois qui lui permette d'atteindre — et si possible de dépasser — l'objectif de 1.000 exemplaires supplémentaires vendus par semaine. A la fin du mois de mars, c'est-à-dire au tiers de la course, l'ensemble de la Fédération diffuse en moyenne 635 exemplaires supplémentaires de notre journal.

Compte tenu du fait que nombre de sections sont très en retard dans l'application de cette campagne, les résultats sont plus qu'encourageants. D'ores et déjà, l'objectif de 1.500 exemplaires supplémentaires apparaît comme plus adapté à nos possibilités.

L'expérience faite a déjà donné des résultats divers dont on peut tirer quelques conclusions :

— La vente est plus favorable, en fin de semaine, à la sortie des métros, des usines ou de gros centres de travail que le dimanche dans les marchés ;

— L'implantation du journal exige un effort de longue haleine. Une vente de masse, si réussie soit-elle, qui n'est pas prolongée par l'instauration de points de vente réguliers est un coup d'épée dans l'eau ;

— L'accueil fait à notre journal à chacune de ses apparitions sur un nouveau marché, une nouvelle sortie de métro ou d'usine est largement favorable. Il s'agit donc, ici comme ailleurs, de porter le niveau de notre organisation au niveau de son influence ;

— La vente à la criée est source d'abonnements et surtout d'adhésions. La présence du Parti et la manifestation de son implantation dépasse très loin le problème de la vente même de notre journal : elle est la preuve concrète et permanente de son existence et de son influence.

Les vendeurs de journaux d'a-

tres organisations y sont de plus en plus sensibles qui engagent le débat avec nos vendeurs sur telle ou telle de nos positions. Il y a là une possibilité et une preuve de discussion qui prouvent abondamment que la vente de notre journal est d'abord un problème politique qui ne peut être posé en seuls termes administratifs.

Or l'ensemble de nos sections n'est pas encore engagé dans cette campagne. En effet, si la progression est presque générale, il n'en reste pas moins que 8 sections sur les 31 sections actuelles de la Fédération vendent plus de la moitié des « Tribune Socialiste » actuellement diffusées sur Paris.

Cela veut dire que la campagne engagée doit encore s'améliorer dans des proportions considérables. Le nombre d'abonnés peut doubler. La vente à la criée dans nombre de sections reste très en dessous des possibilités existantes. Il s'agit pour la majorité des sections d'étudier les expériences tentées ailleurs, de les adapter aux conditions locales et d'exécuter le plan général.

Dès lors, notre journal aura une audience beaucoup plus large. Ce qui signifie que le Parti fera rayonner plus largement ses mots d'ordre et sa politique.

La Fédération de Paris pour sa part est décidée à mener cette campagne à son terme. Mieux, elle attend des autres fédérations le même effort.

La campagne de diffusion doit être nationale. Nous souhaitons que toutes les fédérations de province transmettent leurs résultats et leurs expériences, positives ou négatives.

Il y va de la vie de notre moyen de diffusion essentiel.

Notre hebdomadaire ne pourra que s'améliorer, dans son contenu et dans sa forme, à partir du moment où sa diffusion sera celle que la Conférence nationale « Presse » a fixée.

Ce qui permettra de lancer une nouvelle campagne. La bataille pour « Tribune Socialiste » ne fait que commencer.

Nous y reviendrons.

André Albret.

VOYAGE SPÉCIAL EN ISRAËL pour les J.S.U. et E.S.U.

Départ le 29 Juillet
Retour le 19 Août

SEJOUR DANS UN KIBBOUTZ

Prix : 700 NF (tout compris)

S'adresser au Secrétariat National
8, rue Henner - PARIS (IX^e)

Places limitées

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
PIG. 65-21 - TRI. 28-48
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Publicité :

Geneviève Mesguiche
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

Club des Jeunes

C.E.S. programme

• Mercredi 9 mai :

La social-démocratie allemande de 1918 à 1960 (J.-M. Vincent).
21 h, 44, rue de Rennes, Paris-6^e.
(Métro Saint-Germain-des-Prés).

Création de la

Sous-Commission

« Spectacle »

Nous informons tous les professionnels du spectacle (théâtre, cinéma, radiodiffusion, télévision, musique, danse, auteurs, compositeurs, producteurs, artistes, interprètes, techniciens, ouvriers et administratifs du spectacle) appartenant au P.S.U., qu'une réunion se tiendra le

JEUDI 3 MAI

à 20 h 30, 8, rue Henner, Paris-9^e, afin de désigner les représentants du spectacle qui siègeront à la Commission nationale.

Etant donné l'importance de cette réunion, les intéressés sont instamment priés d'y participer.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9^e.)

Le Maghreb entre deux guerres

Ls'agit exclusivement — nous prévient l'auteur — de l'entre-deux-guerres nord-africain qui s'étend de 1918 à 1939. Cependant il était bien difficile de ne point évoquer plus ou moins implicitement le drame spécifiquement algérien de nos jours.

C'est plus que de l'Histoire. C'est une étude profonde dans laquelle on verra vivre « l'indigène », on pourra suivre ses pensées, on sentirà se former et se développer le fait nationaliste, on assistera aux contacts avec le Français, le « roumi », le représentant d'une administration souvent aveugle et tâtonnante, le militaire et le colon. On comprendra enfin comment s'est développé — de l'indigène au colon — l'antagonisme idéologique, alimenté par des incompréhensions, des injustices, des violences inutiles, un aveuglement égoïste.

Bien sûr, il n'était pas dans la volonté de Jacques Berque de déduire et de juger. Les événements d'aujourd'hui — et ceux d'hier — sont la patte des historiens de demain. Jacques Berque n'a voulu que retracer, par une analyse méthodique allant

de l'agronomie à la psychologie, ce que fut ce Maghreb d'avant-hier, de l'entre-deux-guerres, de ces conflits bien dépassés, certes, mais qui ont laissé leurs marques dans l'évolution des peuples.

Le débat islamo-méditerranéen est-il terminé avec la fin de cette troisième guerre d'un type différent des deux premières dans lesquelles furent engagés les peuples du Maghreb ?

Pour l'auteur, selon une interprétation du *jihad* (guerre sainte comprise comme une guerre intérieure de l'âme, effort sur soi), celui-ci serait, pour le Maghreb de demain, fils du Maghreb d'hier, le combat saint qui aboutira à la réconciliation, sur son sol, des ennemis devenus frères.

Ainsi se poursuivrait, pacifiquement, le dialogue entre la civilisation musulmane et la civilisation gréco-latine, entre l'Orient et l'Occident, entre l'Islam et la France.

Bertrand Renaudot.

« Le Maghreb entre deux guerres » (Editions du Seuil), 440 pages, Jacques Berque.

CINÉMA



LA VENDETTA

En plaisantant, bien sûr !

TOUTE LA PRESSE ACCLAME L'OUVRAGE SENSATIONNEL DONT « TRIBUNE SOCIALISTE » A ANNONCÉ RÉCEMMENT LA PARUTION : LES

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

en un volume !

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français (chiffre officiel) ont suivi le cercueil. Tour à tour lyrique (*Les Contemplations*, *Les Feuilles d'automne*, etc.), exotique (*Les Orientales*), épique (*La Légende des siècles*), cosmique (*Dieu, La Fin de Satan*), familière (*Les Chansons des rues et des bois*), tonnante et vengeresse (*Les Châtiments*), la poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'Histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne pouvait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce serait évidemment celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153 873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvable. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des matières de 34 pages.

Ce volume dont nous avions tenu à offrir la primeur à nos lecteurs, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21x27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc — le tirage s'épuisant rapidement et le nombre d'exemplaires qui ont pu être mis de nouveau à notre disposition étant limité — de profiter des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service littéraire, 71, rue des Saints-Pères, Paris (6^e), le bon de commande ci-dessous :



CONDITIONS EXCEPTIONNELLES A NOS LECTEURS

(France métropolitaine)

13,50 NF par mois
(10 versements)

OU 120 NF COMPTANT

(en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile

Transport et emballage gratuits

Faculté de retour et rien à payer d'avance

BON

à adresser à « Tribune Socialiste » (Service littéraire), 71, rue des Saints-Pères, Paris (6^e)

Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo.
Je réglerai en 1 3 10 versements
sauf si je vous renvoie le volume 24 heures après réception.

NOM
Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire

Signature :

C'EST la question que l'on peut se poser devant deux films récents, *Horace 62*, d'André Versini, et *La Vendetta*, de Jean Chérasse.

Ces deux films ont pour sujet — le premier sur le mode tragique, le second sur le mode plaisant — une vendetta corse, aujourd'hui. L'on y apprend au spectateur comment le goût de la vendetta demeure actuel et contraignant ; si, à la rigueur, l'on peut discerner dans *Horace 62* quelque blâme pour cette coutume d'un autre âge, ce sont tous les travers familiers des Corse qui forment la toile de fond de *La Vendetta*.

Chacun peut se récrier que Versini sait de quoi il parle, et que la femme de Jean Chérasse est Corse elle-même ; n'empêche qu'il faut bien appartenir ces descriptions complaisantes et particulières à une forme de racisme. Sinon, qu'est-ce que c'est ?

Le Français moyen, cet être odieux qui, heureusement, n'existe pas à l'état pur, aime, dit-on, que l'on se moque des étrangers, et jusque dans le très plaisant *Adieu, Philippine* (que nous espérons voir bientôt sur nos écrans), Jacques Rozier se livre, en plaisantant, bien sûr, aux délices d'une xénophobie élémentaire et présentant un Italien chantant et ridicule. Est-ce que ces coutumes tenaces, et qui font encore, paraît-il, recette, ne sont pas finalement assez déplaisantes ?

Tout récemment, on remarquait (Michel Cournot dans *l'Express*) le caractère « raciste » de la célèbre trilogie de Pagnol. On a pu voir, par contre, dans des films américains de série, strictement commerciaux, tournés en Europe, une vision, certes simplifiée et pas toujours exacte, mais le plus souvent sympathique, des pays occidentaux où se déroulait l'action (*l'Italie de Rendez-vous de septembre*, *la France de Paris-blues*).

Cela semblera peut-être chercher des détails qui n'en valent pas la peine ; discuter ces graves problèmes à propos de petits films qui n'occupent guère, normalement, le temps des critiques. Mais ces films sont vus, ils influencent le public d'autant plus facilement que celui-ci est moins méfiant, plus réceptif ; un film « ordinaire » imprégné de racisme sans doute inconscient (les Corse sont paresseux, les Italiens bons à rien, etc.) joue le même rôle néfaste

que dans une bande dessinée : le rôle d'un facteur de conditionnement de l'inconscient. C'est sur ces sentiments de racisme et de xénophobie (traduits par des appellations particulières, méprisantes, le « Rital » ou le « Macaron » ne valant pas mieux que le « Bicot ») qu'on fonde un nazisme ; c'est avec ceux qui réclamaient l'Amérique aux Américains que Mac Carthy avait bâti sa puissance.

Le danger vient naturellement de ce qu'on ne peut imaginer aucun remède discret à cet état de chose, en dehors d'une très générale politique d'éducation antiraciste. Encore faut-il être conscient qu'il se pose, là, un problème.

Marcel Ranchal.

Du côté des Ciné-Clubs

Dans son congrès, la Fédération française des ciné-clubs a décidé d'adopter les changements de statuts qui lui permettraient de postuler la demande de reconnaissance d'utilité publique. Ici même, nous avions élevé quelques craintes à une éventuelle perte de l'indépendance qu'entraînerait cette mesure ; des débats menés au congrès, il ressort que ces craintes étaient sans doute exagérées et que les réels avantages qu'obtiendrait la Fédération par cette mesure compenseraient, et au-delà, les risques d'embrigadement. Nul doute que les ciné-clubs de la F.F.C.C., qui tiennent à leur indépendance, veillent à ce qu'elle ne soit pas aliénée en contrepartie de l'obtention des moyens matériels devenus indispensables.

M. R.

J'AI 8 ANS

Toute personne (ou groupe) qui désirerait acquérir ou projeter le film « J'ai huit ans », composé de dessins d'enfants algériens et dont nous avons parlé dans ces colonnes, est priée de se mettre en relation avec le Comité Maurice Audin, 12, rue Pré-aux-Clercs, Paris-7.

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre PROvence 63-40

KROTAKAYA LA DOUCE

LE LIBÉRAL

25 avril au 2 mai

(Permettant tous les jours de 14 h. à 24 h.)

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

26 avril au 2 mai

ADORABLE MENTEUSE

LES BATAILLES DE MAI

par DANIEL LIGOU, maître de conférences à la Faculté des Lettres d'Alger



(Roger Viollet)

LE 1^{er} Mai est né dans une atmosphère bien différente de la nôtre. En 1889, la classe ouvrière restait encore misérable, le droit syndical venait à peine de naître, il n'y avait pratiquement pas de loi sociale : ni retraites ouvrières, ni Sécurité sociale, ni congés payés, ni limitations de la durée de la journée de travail. Les organisations socialistes et syndicalistes, profondément divisées entre elles, étaient faibles et misérables. Ici, Guesde et son Parti Ouvrier Français, fortement influencés par le socialisme scientifique allemand ; là, Vaillant et son Comité Révolutionnaire Central, héritier de Blanqui et de la Commune ; ou Paul Brousse et ses « possibilistes », socialistes modérés et « réformistes » ; ou des « indépendants » de toute tendance. Et les anarchistes, qui se distinguent encore mal des différents doctrinaires socialistes. Le résultat le plus clair de ces divisions, c'est l'impuissance : en 1881, un seul élu au Parlement, le fébrile marseillais Clovis Hugues. En 1885, quelques socialistes entrent au Parlement sur des listes de coalition avec les radicaux : Camélinat et Basly à Paris, Hugues et Boyer à Marseille, Gilly à Nîmes...

En 1888, le pays est, de plus, divisé par l'entrée bruyante, dans la politique du mouvement boulangiste. Le « révisionnisme » du général au cheval noir attira de bons militants ouvriers, surtout dans la capitale, parmi les blanquistes. Le nationalisme maladif des petites gens de Paris qui s'était déjà manifesté dans la Commune de 1871 apparaît à nouveau — et pas pour la dernière fois.

Mais, grâce à Vaillant, à Guesde, et surtout aux « possibilistes », le mouvement ouvrier français « digéra » assez bien la crise. Et, en 1889, il est, selon la formule de Zévaès, « rendu à lui-même ». Et, jusqu'en 1914, malgré les scissions et les divisions internes, les progrès sont constants : dès 1889, une douzaine de socialistes sont élus à Paris, Lyon, Montluçon, Vierzon, Toulon, Toulouse, etc., tandis que des hôtels de Ville sont conquis (Narbonne, Commentry, Saint-Étienne...) et que le possibiliste Joffrin devient vice-président du Conseil municipal de Paris.

Les lendemains de la crise boulangiste sont donc favorables au socialisme : une nouvelle génération apparaît qui, insatisfaite de la politique « opportuniste », décue par l'inefficacité du nationalisme, cherche du nouveau. Une partie, de 1889 à 1893, évolue vers le socialisme. C'est la génération de Jaurès. Et, au cours de ces années, avec la reconstitution de l'Internationale (1889), la célébration du 1^{er} Mai (1890), le drame de Fourmies (1891), les élections de Lafargue à Lille et de Jaurès à Carmaux (1892), le socialisme est à l'ordre du jour. Le triomphe électoral de 1893, à la suite duquel une cinquantaine de socialistes entrent au Palais-Bourbon, est l'aboutissement de cette maturation.

La Première Internationale, créée à Londres en 1864, n'avait pas survécu à l'effondrement de la Commune et aux divisions entre marxistes, anarchistes, blanquistes et prud'honiens. Dès 1876, l'activité était « suspendue ». Cependant, bon nombre de militants prenaient mal leur parti de cette situation et entretenaient l'idée d'un regroupement. En 1883, le Parti Belge, en accord avec la Social-Démocratie, décida de la tenue d'un congrès en 1889 à Paris, à l'occasion de l'Exposition internationale. Mais, par suite de la scission entre « guesdistes » et « possibilistes », ce ne fut pas un congrès, mais deux qui se réunirent dans la capitale : le premier, rue de Lancry, groupait, avec les amis de Brousse, une forte délégation britannique ; le second, avec Guesde, les Allemands et les Russes, tandis que les Italiens, les Belges, les Hollandais assistaient aux deux, ne voulant pas prendre parti dans une querelle entre socialistes français.

C'est le congrès de la salle Pétrelle qui décida de la célébration du 1^{er} Mai comme fête internationale des travailleurs : le choix de cette date est l'œuvre des syndicalistes américains, alors en bataille pour obtenir la journée de huit heures. En 1886, une manifestation, fixée un peu par hasard au 1^{er} Mai, avait mal tourné ; des anarchistes avaient lancé des bombes, ce qui servit de prétexte à une violente répression.

Parallèlement, en 1889, le congrès de la Fédération des Syndicats, réuni à Bordeaux, avait adopté une motion de Dormoy (le père de Marx, le ministre du Front Populaire) organisant des manifestations le 24 février 1889 (date anniversaire de la proclamation de la II^e République). La décision du congrès de la salle Pétrelle est donc l'addition, la synthèse, entre l'action des syndicalistes français et celle de leurs confrères américains.

Le 1^{er} Mai 1890, la manifestation eut lieu dans bon nombre de villes de France avec succès et non sans quelques incidents. Guesdistes et blanquistes l'organisèrent en publiant un « appel aux travailleurs de France », signé de sept députés et de quatre conseillers municipaux de Paris. A Paris, Vaillant, Baudin, Ferroul, Thivrier, le pittoresque « député à la blouse », accompagnent les manifestants, et une délégation est reçue par le président de la chambre, Floquet. A Lyon, 40 000 personnes descendent dans la rue sous la conduite du député de la Croix-Rousse, Couturier, qui est arrêté. A Bordeaux, Jourde et Aimel, députés, qui conduisent la manifestation, ne sont pas reçus par le préfet. Manifestations et cortèges à Marseille, Lille, Roubaix, Saint-Quentin, Calais, Sète, Roanne. La grève est totale dans les mines et le textile. Le mouvement n'est pas inutile et, sous le coup de la puissance de cette manifestation, la Chambre vote la loi sur les délégués mineurs et la réduction du travail des femmes.

Le congrès de 1889 n'avait pas décidé que la célébration du 1^{er} Mai doit être annuelle. Ce sont les socialistes français — pour une fois d'accord, car Brousse et Allemane qui ne s'étaient pas associés à la manifestation de 1890 parce que d'« origine marxiste » s'y joignirent — qui prirent l'initiative d'en faire une fête annuelle. Mais le 1^{er} Mai 1891 devait être un 1^{er} Mai de sang.

Les Pouvoirs publics crurent en un mouvement révolutionnaire, et firent occuper militairement les centres industriels. Aussi, les incidents furent-ils multiples : à Paris, les brigades centrales et les gendarmes à cheval bousculèrent la foule, Boyer est arrêté à Marseille, le leader syndicaliste Langrand à Saint-Quentin, J.-B. Clément — l'auteur du « Temps des Cérises » — à Charleville, finissent la journée en prison. Incidents à Roanne, Lyon, Troyes. Mais il y eut surtout Fourmies.

Nous savons mal dans quelles conditions, selon la parole amère de G. Delory, « les fusils Lebel firent merveille ». En tout cas, la troupe tira sur un cortège désarmé, et il y eut dix morts, parmi lesquels des femmes et des enfants. L'émotion dans le pays fut immense car, pour la première fois depuis la Commune, le sang avait coulé. Les députés d'extrême-gauche : Boyer, Dumay, Roche et A. Millerand interpellèrent rudement le ministère Constans. Lequel Constans, après avoir refusé la traditionnelle « commission d'enquête », fut condamné par les Assises du Nord le secrétaire de la section socialiste de Fourmies, Culine, et Paul Lafargue, le gendre de Marx, un des leaders du Parti Ouvrier Français. Mais les électeurs répondirent comme il le convenait à ce défi et, le 25 octobre 1891, Lafargue était élu député de la V^e circonscription de Lille. Le sang des martyrs de Fourmies n'avait pas coulé en vain...

Désormais, le 1^{er} Mai est entré dans notre histoire. Personne n'a plus jamais contesté aux travailleurs de notre pays le droit d'avoir, eux aussi, leur fête. Bien entendu, les grands faits de notre histoire nationale rejoignent sur les modalités de cette célébration. Aux Premiers Mai de lutte des années 1920 succèdent les années mornes de réaction ou les interminables et pacifiques cortèges de 1936 ou de 1945. Mais s'il est vrai que l'Histoire d'un pays est faite plus de morts que de vivants, il doit en être de même de l'histoire d'une classe. Pour nous, le 1^{er} Mai est non seulement un jour de fête, mais aussi une journée du souvenir. Héritiers d'une grande tradition, de ce prolétariat français qui a traversé le XIX^e siècle « cercueils en tête », selon l'expression forte de l'historien de la Commune, Lissagaray, nous pouvons, avec fierté, contempler l'histoire de notre passé. Et cette fierté n'est-elle pas la meilleure garantie de l'avenir de notre idéal ?